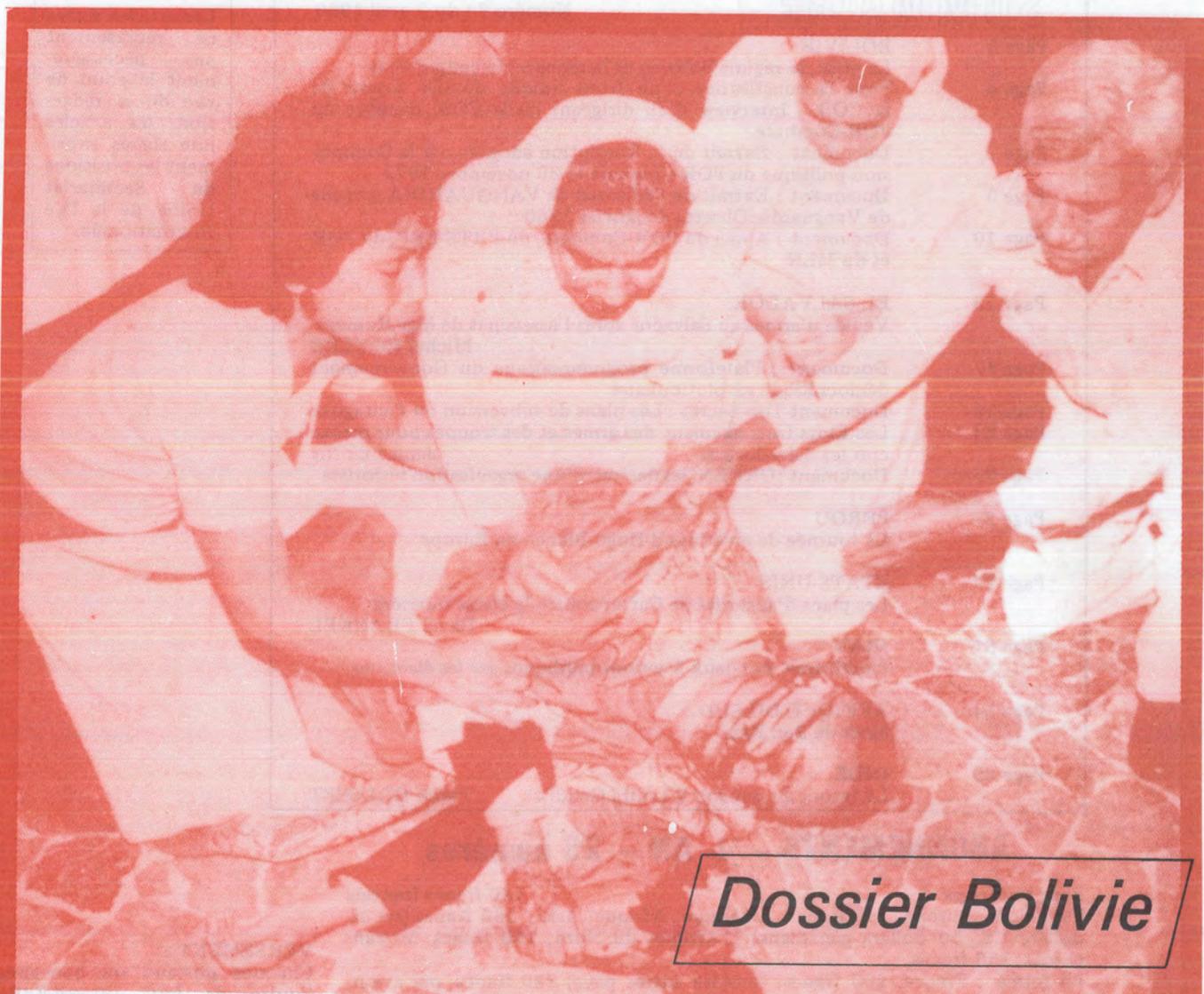


Bimensuel - Numéro 74 du 3 mars 1980 - 7 ff - 4 fs - 50 fb -

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



Dossier Bolivie

**Veillée d'armes au Salvador
après l'assassinat
de Mgr Romero**



INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

SOMMAIRE

Numéro 74 du 3 avril 1980

Page 3	BOLIVIE La crise du régime bolivien et la menace de coup d'Etat
Page 4	Pour la constitution d'un front unique ouvrier autour de la COB - Interview d'un dirigeant de la COB, membre du POR-Combate
Page 7	Document : Extrait de la Résolution adoptée par la Commission politique du POR-Combate le 30 novembre 1979
Page 9	Document : Extrait de l'éditorial de VANGUARDIA (organe de Vanguardia Obrera) de janvier 1980
Page 10	Document : Appel du POR-Combate, du PRTS-ERP, du POR et du MLN
Page 13	EL SALVADOR Veillée d'armes au Salvador après l'assassinat de Mgr Romero Michel ROVERE
Page 17	Document : Plateforme programmatique du Gouvernement démocratique révolutionnaire
Page 19	Document Top-Secret : Les plans de subversion du Pentagone
Page 24	Les Etats-Unis envoient des armes et des troupes pour massacrer les Salvadoriens Janice LYNN
Page 25	Document : ORDEN, les dessous d'une organisation terroriste
Page 27	PEROU La tournée de meetings d'Hugo Blanco en Europe
Page 29	ETATS-UNIS Les plans d'austérité de Carter contre la classe ouvrière David FRANKEL
Page 31	IRAN Plateforme des deux fractions publiques sur les élections
Page 34	AFRIQUE DU SUD Mort de Ben Kies
Page 36	INDE Le retour au pouvoir d'Indira Gandhi Pierre GOUSSET

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat Unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENTS - 1 AN - 25 numéros

Pour tous pays 130 francs français
Par avion : Europe, 145 francs; Amérique, Afrique, Asie, 180 francs (ou 45 dollars US, 50 dollars canadiens) ; Afrique du Nord, 150 francs; Moyen-Orient, 150 francs
Pli fermé : France, 200 francs; tous les autres pays, 230 francs; par avion, nous écrire

VERSEMENT :
Chèques postaux ou bancaires à l'ordre de PEC (Presse-Edition-Communication)
adressés à :
PEC - 2, rue Richard Lenoir - 93100 - MONTREUIL - France

Nom

Prénom

Adresse

Pays

ou
VIREMENT à :
PEC - BNP Agence Robespierre
153, rue de Paris
93100 - MONTREUIL
Compte no : 230 179/90

La crise du régime bolivien et la menace de coup d'état

LE coup d'Etat d'août 1971 en Bolivie inaugurait huit années de dictature militaire qui allaient être la période de réaction la plus noire qu'ait connue depuis un siècle le mouvement ouvrier bolivien. L'arrivée au pouvoir du général Banzer, mettait un terme sanglant à la crise pré-révolutionnaire de 1970-1971 et inaugurait à l'échelle de tout un continent une série de défaites du mouvement de masse.

En 1973, c'est le coup d'Etat militaire en Uruguay, puis le renversement sanglant de l'Unité populaire au Chili. Après l'infléchissement à droite de la dictature militaire péruvienne en 1975, le coup d'Etat des militaires argentin, en 1976, contre le régime d'Isabel Péron était le point d'apogée de l'offensive contre-révolutionnaire entamée dans toute la région par l'impérialisme et les bourgeoisies locales.

Aujourd'hui, avec le ressurgissement des luttes ouvrières de masse au Brésil et au Pérou, et maintenant en Bolivie, la crise des dictatures militaires marquent la nouvelle phase de remontée des luttes de masses en Amérique latine dont les points les plus culminants ont été le renversement de la dictature somoziste au Nicaragua et l'ouverture de la crise révolutionnaire au Salvador. C'est à partir de janvier 1978 que l'usure politique de la dictature militaire bolivienne, son incapacité à résoudre la crise économique encore accentuée par la crise internationale, allaient déboucher sur un processus d'«ouverture démocratique» — limitée et instable —. En effet, cette «ouverture démocratique» n'allait pas signifier une stabilisation du système de domination bourgeois. Bien au contraire : tandis que les partis bourgeois, à l'ombre des militaires, continuaient de s'entredéchirer sur les solutions politiques, économiques et sociales à apporter à la crise, le processus d'«ouverture démocratique», pour limité et contradictoire qu'il soit, allait permettre au mouvement ouvrier de reconstruire ses organisations et de développer ses expériences de luttes à une nouvelle échelle.

Le congrès de la Central ouvrière bolivienne, la COB, en mai 1979, puis la grève générale qu'elle déclencha en août 1979 contre les fraudes qui avaient caractérisé les élections de juillet, allaient marquer la rentrée du mouvement ouvrier bolivien sur la scène politique.

En novembre 1979, tout un secteur des forces armées boliviennes (qui n'ont jamais été

épurées au cours des quinze mois, d'août 1978 à novembre 1979, où neuf présidents dont sept militaires se sont succédés à la tête de l'Etat bolivien), décidait derrière le colonel Natusch d'interrompre le processus d'«ouverture démocratique» et de mettre sur pied une dictature alignée sur les autres modèles du cône sud. Là encore, la riposte, même timide au niveau de la direction de la COB, allait déboucher sur une véritable insurrection populaire de masse qui allait finalement faire s'effondrer les plans des putchistes.

Le rôle central que joue aujourd'hui la COB pour le mouvement ouvrier bolivien, malgré les penchants de sa direction au compromis et à la conciliation avec les secteurs de la bourgeoisie et de l'appareil d'Etat, est significatif des caractéristiques de la nouvelle montée du mouvement de masse en Amérique latine, que décrivait la résolution adoptée par le XI^e congrès mondial de la IV^e Internationale en novembre dernier.

Il témoigne à la fois du rôle central joué par le prolétariat industriel (et ici minier) qui s'est renforcé quantitativement à la suite des modifications structurelles, des processus d'industrialisation et d'urbanisation qui ont marqué la dernière décennie.

Il témoigne aussi de la volonté politique d'unité et d'indépendance de secteurs de masse du mouvement ouvrier. Au travers du débat sur des candidatures ouvrières parrainées par la COB pour les prochaines élections législatives boliviennes, on voit ressurgir le même type de préoccupations que celles qui ont amené des secteurs entiers du mouvement ouvrier brésilien à se lancer dans la construction du Parti des travailleurs, ou qui expliquent l'impact qu'avait eu la campagne du FOCEP pour l'élection à la Constituante en juin-juillet 1979 au Pérou et la pression unitaire des masses qui avait abouti à former l'ARI en janvier dernier au Pérou (1).

La préparation ouverte par la droite et des secteurs de l'armée bolivienne d'un nouveau coup d'Etat souligne l'importance que revêt la nécessité de combiner les tâches de construction et de renforcement du parti marxiste-révolutionnaire pour la classe ouvrière bolivienne, y compris par une politique judicieuse de regroupement et de fusions. □

(1) Cf «Inprecor» numéros 70 et 72-73.

Pour la constitution d'un front unique ouvrier autour de la COB

Nous publions ci-dessous l'entretien que nous avons eu avec un membre de la Central Obrera Boliviana (COB), dirigeant du Partido Obrero Revolucionario (section bolivienne de la IVe Internationale).

* Quelles sont les dernières caractéristiques de la crise actuelle du gouvernement bolivien, présidé par Lidia Gueiler ?

— La Bolivie se trouve actuellement dans une situation de décomposition du Parlement et du gouvernement qui, d'une certaine manière, s'appuie sur lui. Cette crise relève d'un échec beaucoup plus grand, à savoir celui qu'a connu la démocratie bourgeoise dans ce pays.

A partir de janvier 1978, un timide processus de démocratisation s'est ouvert en Bolivie, qui jusqu'à maintenant n'a pas réussi à donner à la bourgeoisie une stabilité quelconque. Depuis janvier 78, on a connu les deux scandales d'élections générales frauduleuses, trois coups d'Etat et deux gouvernements provisoires, — l'un avec la présidente Gueiler —, issue d'un Congrès faible, contradictoire et complètement paralysé. Cela est apparu clairement aux yeux des masses boliviennes comme l'échec retentissant de la démocratie bourgeoise, ce qui incite les forces réactionnaires à agir avec plus d'impudence.

Ce sont les masses qui ont défendu ce qu'on peut appeler la démocratie en Bolivie. En novembre dernier, lors du dernier coup d'Etat, — où 300 personnes furent massacrées, — c'est l'énorme mobilisation des travailleurs qui, seule, a permis de faire échec aux plans de la réaction. Si l'on ajoute à ce tableau une situation économique de plus en plus difficile, qui se traduit par un niveau de vie misérable et des conditions de travail insupportables, nous aurons un panorama complet de la dure réalité bolivienne.

La réponse donnée à Natusch, le dernier général putschiste (voir *Inprecor*, numéro 66 du 20 décembre 1979) fut massive à travers tout le pays; elle se manifesta avec force, audace, spontanéité et sans aucune défaillance. Les masses se sont radicalisées: elles ont débattu des problèmes sur les lieux de travail, dans les quartiers, dans les communautés paysannes, dans les universités, en famille, partout... Au cours des deux dernières années,

la radicalisation et la conscience politique des masses ont augmenté de manière étonnante.

* Qui dirige le mouvement populaire ?

— A la tête des masses, il y a sans discussion possible la COB, qui jouit de la plus grande autorité. Cela est apparu d'une manière évidente en novembre: c'est la COB qui a dirigé la mobilisation des masses contre le coup d'Etat. Les partis bourgeois se sont montrés totalement impuissants. L'Union Democrática Popular (UDP), front qui comprend le PCB (pro-soviétique), n'a fait aucune tentative de mobilisation. Au contraire, les groupes bourgeois et réformistes ont négocié avec les putschistes, dans le dos du mouvement ouvrier, dirigé par la COB. Par exemple, l'Alianza MNR(H) (Movimiento Nacionalista Revolucionario Histórico), dirigé par Paz Estenssoro, au sein duquel se trouvent les maoïstes du PCML, a tenté de passer un compromis avec les putschistes, Banzer et Natusch.

LE PLAN ANTI-CRISE DE LA COB

C'est en septembre dernier qu'on a vu poindre la réalité actuelle. En raison de la grave crise économique, la COB a établi un plan au niveau national afin de «sortir la Bolivie de la crise économique» et qui comprend les axes suivants :

- le renforcement des entreprises d'Etat, des nationalisations avec un système de co-gestion et le contrôle ouvrier collectif;
- l'expropriation des «mines d'importance moyenne», qui en réalité représentent les grandes mines privées;
- le monopole du commerce extérieur;
- une politique agricole intégrant la participation des syndicats ouvriers et paysans pour la commercialisation des produits agricoles.

En novembre, lorsqu'a eu lieu le coup d'Etat, Natusch et les putschistes ont pris une série de mesures : censure sur la presse, «suppression du Parlement», loi martiale, état de siège, etc. La Paz a été occupée par les tanks, les chars d'assaut, et le ciel de la capitale était sillonné par les avions et les hélicoptères de l'aviation. Cela a débouché sur un massacre : plus de 300 morts, 200 disparus et plus de 400 blessés.

La mobilisation des masses fut si grande et si générale que les putschistes durent reculer : ils avaient mal calculé leur coup. Ils visaient à briser le processus démocratique. Ce fut un échec.

Des divisions se sont produites au sein de l'armée. La bourgeoisie désorientée ne sut quel parti prendre.

Cette situation a donc dans l'ensemble permis le renforcement de la COB. Ce renforcement s'est effectué grâce à l'accroissement de la participation des partis marxistes-révolutionnaires au sein de la COB elle-même ; c'est le cas, par exemple, de Vanguardia Obrera, dirigée par Filemon Escobar, et de notre parti.

* Tu as parlé de la COB et de la réaction des masses ouvrières. Que s'est-il passé dans les campagnes, dans la paysannerie ?

— Je crois que le comportement de la paysannerie montre que le processus à l'œuvre en Bolivie est le produit d'une profonde montée révolutionnaire, plus que d'un simple phénomène d'ouverture démocratique. Nous avons alors assisté à une grande soif d'unification avec la classe ouvrière qui s'est manifesté dans ses formes les plus avancées par l'apparition de la Confederacion Unica de Campesinos de Bolivia, avec la participation de tous les groupes et partis paysans. Cette confédération paysanne fait partie de la COB, ce qui a retiré aux partis bourgeois une marge de manœuvre très importante et ce qui représente un pas important dans la lutte pour l'alliance ouvriers-paysans.

* Quelles sont les conséquences de ce coup manqué pour la bourgeoisie ?

— La faiblesse politique de la bourgeoisie a été mise en évidence. Le Parlement, attaqué par les partis bourgeois eux-mêmes, est impuissant, ce qui l'oblige à rechercher l'appui de la COB. Ainsi, paradoxalement, ce sont les masses qui soutiennent la fragile démocratie bourgeoise

Les tentatives de coups d'Etat sont révélées au grand jour. On en connaît plusieurs variantes aujourd'hui.

Il est bien évident que tous ces coups se font dans le dos et par-dessus les masses, sans aucun respect pour leur mobilisation anti-putschiste et dans le plus profond mépris pour leur capacité à offrir une alternative indépendante et socialiste à la crise.

* Ne pourrais-tu pas nous donner quelques exemples concrets de cette décomposition de la bourgeoisie ?

— En Bolivie, rien ne peut rester caché. L'effervescence des masses est telle qu'à la fin, tout finit par se savoir. Par exemple, la Confederacion Nacional de Empresarios Privados (syndicat patronal) a envoyé une circulaire à tous ses affiliés pour qu'ils collectent

des fonds destinés à financer le coup, afin de stabiliser la situation. Nous ne savons pas à quel courant putschiste ces fonds étaient destinés. En définitive, peu importe. Ce qui importe, c'est que le coup ait lieu ou non.

Cette crise politique généralisée se reflète jusqu'au sein du gouvernement. Certains ministres sont déjà compromis dans des tentatives de coups d'Etat, par le biais de la contrebande d'armes, de recel d'armes, de la contrebande de cocaïne, pour recueillir des fonds, du recrutement de bandes paramilitaires.

Les ministres et vice-ministres marchent maintenant main dans la main avec les groupes et les partis qui, pensent-ils, ont le plus de chance de réussir le prochain coup. Dans les rues, on se raconte que le vice-ministre X a des contacts avec tel ou tel parti et qu'il leur apporte une aide en armes et en espèces ; que le vice-ministre Y fait des affaires frauduleuses avec les fonds gouvernementaux et que le général Z vend à l'armée brésilienne des armes, pour la moitié du prix qu'elles ont été payées par l'armée bolivienne elle-même.

La Paz, Cochabamba, Santa Cruz, toutes les villes boliviennes sont le théâtre de complots, de préparations de coups et de plans subversifs, entrepris par la bourgeoisie, contre le gouvernement. On vit dans un climat de tension perpétuelle et tout le monde sait que les confrontations décisives sont devant et non derrière nous.

* Comment est préparée l'issue révolutionnaire à la crise ?

— Toute la politique au jour le jour se fait en fonction des élections qui auront lieu le 29 juin prochain. Au sein des masses se dessine déjà un large courant électoral indépendant qui s'exprime avec une grande force à travers la COB. Le PS (Uno), celui dirigé par Quiroga Santa Cruz, et le Partido Revolucionario de la Izquierda Nacional, dirigé par Juan Lechin, président de la COB, se sont fait l'écho de la constitution d'un front de gauche, sans se prononcer cependant clairement sur le rôle de la COB dans celui-ci. Pour cela, dans un document commun (que nous reproduisons dans ce numéro d'*Inprecor*), signé par le POR (Combate), le Mouvement de Liberacion Nacional, le Partido Revolucionario de los Trabajadores de Bolivia et Vanguardia Comunista del POR, nous appelons à la constitution d'un front autour de la COB, des syndicats et partis ouvriers et de gauche, afin de lutter pour la libération nationale et le socialisme. Jusqu'à maintenant, l'attitude du PS(Uno) a empêché la formation d'un tel front.

POUR DES CANDIDATURES OUVRIERES ET PAYSANNES SOUTENUES PAR LA COB

Dans la période actuelle, la fonction et le rôle de la COB sont centraux. Elle constitue un pôle de regroupement pour les larges masses qui s'éveillent à la politique. L'auto-organisation des masses est impulsée par la COB, grâce

aux perspectives d'indépendance qu'elle peut présenter aux masses. On peut remarquer cela dans les différents mouvements de masse. Il faut faire une mention particulière du Congrès des femmes paysannes qui s'est tenu à La Paz, il y a quelques semaines, et auquel ont participé plus de 5000 personnes, qui se sont prononcées avec enthousiasme en faveur de candidatures ouvrières et paysannes, soutenues par la COB.

Le 28 mars prochain, le Congrès de la COB va décider, — c'est un point central, — de sa tactique, des candidats qu'elle présentera et de ce que sera son programme pour les élections.

En Bolivie, l'importance de la classe ouvrière a toujours été un fait quotidien fondamental de la vie politique. Mais, dans la crise qui s'est ouverte en 1978 avec la chute de Banzer, cette importance s'est accrue qualitativement. Rien ne peut se faire sans le prolétariat et seul celui-ci peut sortir le pays de la crise.

Pour te donner une idée de l'importance concrète de la COB, on peut citer l'exemple suivant : lors de la visite du chargé des relations inter-américaines du Département d'Etat, celui-ci a montré qu'il avait une vision exacte de la géométrie du pouvoir en place aujourd'hui en Bolivie. Depuis l'aéroport, il s'est dirigé directement au local de la COB, puis il s'est rendu au haut commandement militaire et enfin s'est présenté au Palais présidentiel pour rencontrer Lidia Gueiler.

*** Quels sont les objectifs politiques généraux que se donne le mouvement révolutionnaire au-delà des élections ?**

— Le résultat des élections du 29 juin n'est pas du tout garanti. En ce sens, les syndicats, comme les partis ouvriers et de gauche, ont commencé des négociations en rapport avec la stratégie à mettre en pratique face à un coup d'Etat militaire et sur la possibilité d'avancer dans la consolidation d'un instrument unitaire de direction révolutionnaire qui permettrait de trouver une solution révolutionnaire à la crise actuelle du capitalisme et de l'Etat bourgeois en Bolivie.

Dans les syndicats et dans les centres urbains se développent des initiatives pour la formation de comités de défense, de résistance, de vigilance, dans tous les centres ouvrier, contre l'escalade terroriste de la droite (au cours du dernier mois, il y a eu d'innombrables attentats contre des locaux syndicaux, des radios, des journaux indépendants, etc.). De fait, cette initiative politique des partis révolutionnaires répond à un mouvement très largement répandu à la base. Il y a une compréhension qui se généralise, de la nécessité de se préparer à un coup. On vit dans la perspective d'une nouvelle offensive militaire imminente. De fait, il y a des informations selon lesquelles Natusch

a dû réfreiner ses partisans, qui voulaient réaliser un coup qu'il jugeait, lui, «prématuré». Devant cette situation, on ne peut logiquement que s'attendre à ce que les masses, spontanément, commencent à s'organiser dans les quartiers, dans les syndicats, en groupes militaires et en comités de résistance contre le coup militaire.

*** Quelle est la situation de la gauche en Bolivie ?**

— La situation politique est très favorable au renforcement des positions et des organisations marxistes-révolutionnaires, et c'est ce qui se produit aujourd'hui en Bolivie.

LA SITUATION DU MOUVEMENT TROTSKYSTE EN BOLIVIE

Les marxistes-révolutionnaires se sont renforcés sensiblement depuis 1978, se remettant de la difficile situation qu'ils ont connue pendant plus de sept ans, sous la dictature de Banzer, la plus dure, la plus féroce, et la plus longue de toute l'histoire bolivienne.

En particulier, deux organisations marxistes-révolutionnaires se sont renforcées : Vanguardia Obrera, dirigée par le camarade Escobar, et le Partido Obrero Revolucionario (Combate), section bolivienne de la IVE Internationale. Nos deux organisations ont de bonnes relations et nous envisageons un processus de fusion dans un futur proche.

En ce qui concerne les autres organisations qui se réclament du trotskysme, nous pouvons citer Vanguardia Comunista del POR, le POR debout, et l'Organizacion Socialista de los Trabajadores. Pour ce qui concerne la première, le POR (Combate) a mis en œuvre un processus de fusion. Les deux autres connaissent des divisions, en particulier l'OST, affiliée à la Fraction bolchévique, qui a connu plusieurs scissions. Un secteur important s'est dirigé vers Vanguardia Obrera.

Le courant maoïste, le plus important courant de la gauche en 1978, regroupé principalement dans le PCML, a connu des scissions constantes, résultat de sa politique frontiste avec la bourgeoisie nationaliste. Le PCB (pro-soviétique) ne s'est pas remis de la dure étape des années 1967-71, au cours de laquelle il a trahi la guérilla du Che. Les maoïstes sont parvenus à être beaucoup plus importants que le PCB, au cours de la dernière décennie.

En Bolivie, il y a en gestation une char. e historique pour le mouvement ouvrier et ses organisations révolutionnaires. Avec la nouvelle situation ouverte en Amérique latine par la révolution au Nicaragua, et ses répercussions directes en Amérique centrale, les événements de Bolivie s'inscrivent dans, et renforcent, les perspectives d'une nouvelle montée en Amérique latine, clairement déterminée cette fois par les masses laborieuses des villes, par le prolétariat. □

**Extraits de la résolution
adoptée le 30 novembre 1979
par la Commission politique du POR-Combate
(Section bolivienne de la IVe Internationale)**

TACHES ET OBJECTIFS

a) Congrès extraordinaire de la COB

Les luttes de novembre, contre Natusch, et de décembre, contre le «paquet économique» de Gueiler, constituent dans leur ensemble une grande expérience historique. Le mouvement ouvrier doit se réunir en un congrès extraordinaire de la COB pour tirer un bilan, et se préparer consciemment aux prochaines luttes, avec un programme, un plan de lutte, des objectifs précis et une ligne d'offensive révolutionnaire.

b) L'alliance ouvriers-paysans

Sans la mobilisation organisée de la paysannerie, liée à celle du prolétariat, la victoire finale ne sera pas possible. Le 1er novembre, la participation des paysans fut faible, en raison de la politique de la direction de la COB. Mais face au «paquet économique», une large mobilisation s'est dessinée. Les syndicats ouvriers, la COB, les partis ouvriers, tous nous devons préparer, avec un programme, des objectifs politiques, des propositions organisationnelles, la mobilisation avec les paysans, nous devons les y appeler et les organiser. Objectivement, il y a une alliance ouvriers-paysans. Mais il faut lui donner une base programmatique et organiser des luttes communes.

c) Intervenir dans la crise de l'armée

L'armée est divisée. C'est un coup très dur porté au capitalisme et c'est le résultat de la lutte des classes. Les notions les plus élémentaires de tactique révolutionnaire nous indiquent qu'il est très important de faire un travail politique en direction des courants démocratiques et

progressistes de l'armée pour les attirer aux côtés de la COB, pour faire échec ensemble à la droite fasciste au sein de l'armée. Il est absurde d'attaquer l'armée comme si elle était un tout uni et homogène. Il faut en gagner une partie. C'est l'autre condition pour rendre plus proche la victoire du mouvement ouvrier et révolutionnaire.

d) Front unique de masse

Il est nécessaire de donner au mouvement ouvrier une direction politique unique. Pour cela il est fondamental de construire le Front unique de masse de tous les partis ouvriers et de la gauche anti-impérialiste, autour de la COB. Ce sera un front très large, très utile pour les luttes démocratiques; mais au sein duquel il sera nécessaire d'organiser un front unique révolutionnaire avec des tendances politiques révolutionnaires, qui en seraient le noyau politique, dirigeant la lutte vers des objectifs révolutionnaires; c'est-à-dire que ce serait une direction politique de la COB. Alors, pour intervenir dans les élections, si elles ont lieu, le Front unique de masse, ou front large, est le moyen le plus efficace et le plus sûr pour triompher. L'UDP est en crise. Lançons un appel à ses composantes de gauche et intégrons-les au front unique de masse autour de la COB, et ne menons pas une politique sectaire, de diversion et purement électoraliste et dans le dos de la COB, comme cela s'est fait jusqu'à présent. Nous ne pouvons réaliser un véritable front de masse si la COB n'en est pas partie prenante. L'étape actuelle est différente; elle se situe à un niveau supérieur à celui de 1978.

e) Préparation militaire des syndicats et des partis

Les prochaines luttes seront de plus en plus politiques, avec un contenu révolutionnaire et des affrontements décisifs avec l'armée. Cela aura un certain caractère de guerre civile. C'est à cela que conduit la lutte de classe dans sa dynamique interne. Cela signifie que le mouvement ouvrier et les partis ouvriers doivent se préoccuper de la question militaire, de l'armement des travailleurs et des militants révolutionnaires. Nous avons accumulé de nombreuses expériences depuis 1952. Il faut se préparer et discuter consciemment de l'organisation militaire, liée à la préparation politique et programmatique du mouvement ouvrier, des syndicats et des directions.

f) Développer l'action de la COB, en tant que pouvoir ouvrier et populaire

La force et l'autorité conquises par la COB sont l'un des éléments les plus importants. Personne, ni le gouvernement, ni les forces armées ne peuvent nier cette réalité parce que la COB représente la majorité nationale et qu'elle a une énorme capacité de mobilisation. L'armée est puissante car elle est pourvue de tanks, mais socialement elle ne mobilise personne; et ce qui est déterminant, ce ne sont pas les tanks, mais les forces sociales organisées et mobilisées avec un programme. Le Congrès, de la même manière, siège dans les airs. Pour ces raisons, les syndicats et la COB ont le droit d'intervenir dans tous les problèmes qui se posent au pays, qu'ils soient d'ordre économique, politique, social ou technique, administratif, culturel, etc. On doit discuter et se prononcer sur tous les problèmes, donner des solutions, les mettre en œuvre, lutter et non pas se contenter de critiquer la situation. Si ce gouvernement et ce congrès existent, c'est grâce à la lutte des masses centralisée par la COB. Si la COB n'existait pas, la situation serait différente. C'est de cela que découle le droit souverain de la

COB d'intervenir dans tous les problèmes de gouvernement, du Congrès, des forces armées, de l'université, etc., et de mettre en avant les positons de la classe ouvrière au-dessus de tous les problèmes, d'imposer leur prise en compte et leur application. Naturellement, il y aura des conflits et des résistances. La COB doit se développer en tant que véritable pouvoir ouvrier. Les syndicats et tout le mouvement ouvrier doivent discuter ces problèmes et impulser une action politique et révolutionnaire de la COB. Dans ce processus, il faut développer la tendance politique révolutionnaire et accroître son poids au sein de la COB afin de donner à celle-ci la direction qui lui manque.

g) Organiser des comités de défense démocratique et anti-fascistes dans tout le pays

L'imprévision et l'improvisation sont les pires ennemis dans la lutte révolutionnaire. La montée de la lutte des masses va nécessairement susciter une riposte soit du gouvernement lui-même, soit par l'intermédiaire d'une nouvelle tentative de coup d'Etat fasciste qui n'est en aucune manière à écarter. Il est nécessaire de se préparer à y apporter la réponse adéquate. Cela signifie que dans chaque quartier, dans chaque zone, campement, village, communauté paysanne, etc., on doit organiser une grande chaîne de comités de défense démocratiques, anti-fascistes et révolutionnaires, qui doivent, d'une façon régulière, assurer une préparation politique et militaire. Le POR-Combate en appelle à tous les militants révolutionnaires, aux cadres syndicaux, aux activistes, etc. pour qu'ils créent immédiatement ces organismes.

Ces comités établiront des liaisons directes avec les usines, les mines, les quartiers populaires, les campagnes et avec leurs syndicats respectifs, afin de pouvoir coordonner leurs actions le moment venu.

h) Tribunaux populaires

Après sept années de crimes perpétrés par Banzer et le génocide populaire, après l'a-

venture de Natusch, du 1er novembre, menée avec la collaboration des «banzeristes» et des «movimentistes» (1), après tous les actes scandaleux et les vols qui ont été commis, ces crimes ne peuvent rester impunis. Quand un ouvrier poussé par une nécessité vitale, vole un pain, ou quand un paysan prend une des poules du patron, la bourgeoisie les punit de 10 ans de prison. Ceux qui ont assassiné des milliers d'ouvriers, de paysans, d'étudiants, des hommes, des femmes et des enfants et qui ont détruit l'économie nationale sont des criminels; ils doivent être punis par le peuple.

Le Tribunal pénal ne peut pas intervenir, ni mener à bien sa tâche, ni assurer le châtement de Banzer parce que ce sont eux — les Banzer, les Natusch — qui manœuvrent et contrôlent les organes répressifs et judiciaires. La loi bourgeoise ne sert pas à châtier les représentants de la grande bourgeoisie; elle ne sert qu'à tuer les membres du peuple exploité. Et la preuve en est que ces criminels sont en liberté et bien protégés.

Les institutions bourgeoises, comme le pouvoir judiciaire et le parlement, ne servent pas à châtier ces criminels. Et le pouvoir exécutif avec Gueiler à sa tête ne fait que donner des garanties à ces assassins. Il y a un accord secret en Natusch et Gueiler, et y compris avec quelques parlementaires de la gauche. Il y a plus de trois groupes de gauche qui sont compromis là-dedans.

Il est nécessaire de convoquer un congrès extraordinaire de la COB, afin de former un Tribunal populaire pour juger tous les contre-révolutionnaires, en premier lieu, Banzer et Natusch, et leurs complices, et pour décider des châtements qui correspondent à l'immensité de leurs crimes et délits. Le mouvement ouvrier, le peuple exploité, les syndicats et la COB sont seuls en droit de juger et de châtier ces bourreaux en organisant les tribunaux popu-

lares. En dehors d'eux, personne n'est capable de le faire. Les discours au Parlement sont des cris dans le vide, ce n'est que du bruit..., et dans le meilleur des cas, une simple propagande politique à des fins personnelles.

En conclusion : récemment les masses ont été près du pouvoir et l'absence d'une direction politique révolutionnaire s'est fait sentir. Il est essentiel de se mettre à la construction du parti révolutionnaire, avec une méthode bolchévique et scientifique, sous une forme dynamique, intelligente, planifiée et audacieuse. Les conditions sont prêtes pour un grand développement et pour effectuer un bond en avant. La question est de se préparer de l'intérieur pour effectuer un tel bond qui, rapidement, signifiera aussi un bond en avant dans le processus révolutionnaire.

Il est nécessaire d'avoir pleinement conscience de deux faits : la bourgeoisie, avec ou sans élections, ne pourra stabiliser son gouvernement; au contraire, sa crise et sa décomposition vont s'approfondir. D'autre part, le mouvement ouvrier, paysan et populaire va s'unifier organiquement, développer son niveau de conscience politique, élever sa capacité de lutte et sa volonté de changer l'ordre des choses actuel; ils voudront liquider le capitalisme. C'est dans ces conditions qu'il faut construire la direction qui fait défaut, construire le parti marxiste-révolutionnaire, organiser le front unique de masse et avancer dans la lutte pour affaiblir, faire reculer le capitalisme, gagner du terrain pour le mouvement ouvrier et avancer jusque vers le gouvernement ouvrier. □

(1) Partisans du général Hugo Banzer et du MNR - Mouvement nationaliste révolutionnaire, de Paz Estenssoro.

Extrait de l'éditorial de «Vanguardia» (organe de Vanguardia Obrera) de janvier 1980

LA proposition de candidatures de la COB aux prochaines élections a éveillé un intérêt inusité auprès des masses ouvrières et populaires, et c'est pourquoi nous pensons qu'il est nécessaire de continuer de publier une série d'articles qui éclaircissent et justifient cette position qui, pour le moment, a été prise par Vanguardia Obrera seule. L'approbation par une partie du Parlement de la tenue d'élections générales en 1980 signifie avant tout une nouvelle victoire de la volonté populaire sur les intérêts des classes dominantes qui conspirent sans relâche contre le processus démocratique. Les motifs pour ce faire ne leur manquent pas : actuellement, la droite ne peut compter sur aucun candidat capable d'entrer au Palais du gouvernement avec un appui massif et populaire. Pour la droite, les résultats électoraux de 1980 seront pires que ceux des deux années passées; surtout si l'on tient compte de ce qu'un de ses candidats, Victor Paz Estenssoro, s'est démasqué devant le peuple qui sait désormais ce qu'il est : un agent de l'impérialisme.

Comment vont se passer ces élections pour le peuple ?

DES CANDIDATURES D'UN FRONT DE GAUCHE AUTOUR DE LA COB

L'année 1979 a permis au peuple de faire l'expérience des limites et de l'échec des alternatives politiques qui avaient recueilli les votes majoritaires de la population. Mais 1979 a signifié aussi la puissante montée du mouvement ouvrier et populaire à travers la Central Obrera Boliviana (COB), en tant que force unique capable de faire face au fascisme pour défendre les libertés menacées.

3 avril 1980

Les événements ont eu la vertu d'enterrer définitivement les illusions sur tel ou tel front électoral et ont fait de la COB l'unique autorité aux yeux des masses, comme expression du pouvoir populaire et de l'espoir de millions d'opprimés.

C'est de cette évidence que nous sommes partis pour proposer que la COB appelle à la formation d'un Front unique de la gauche qui participerait aussi à la lutte électorale de 1980.

Différentes réactions ont eu lieu dans les milieux ouvriers, populaires et politiques depuis que Vanguardia Obrera a lancé cette proposition, en décembre 1979.

Comme on pouvait le penser, la réaction fut unanime dans les milieux ouvriers et populaires pour appuyer d'éventuelles candidatures de la COB. Et, dans les campagnes, l'accueil réservé à cette idée ne fut pas moindre; la preuve en est dans les différentes interventions des déléguées au premier congrès des femmes paysannes qui ont toutes été d'accord pour affirmer que seule la COB avait appuyé le mouvement paysan lors des événements consécutifs à la dévaluation de la monnaie et pour condamner l'attitude des partis politiques. Il n'est pas difficile de deviner pour qui vont voter les paysans lors des élections de juin.

Et quelle a été la réaction des partis de gauche ?

Certains sont restés jusqu'à maintenant parfaitement silencieux, d'autres ont appuyé timidement notre proposition et d'autres comme le MIR et le PS (Uno) ont décidé de déclarer la guerre aux «hérétiques» de Vanguardia Obrera. Les raisons ? Les voilà : si la COB participe aux élections,

il ne reste plus de place pour Silez Suazo et Quiroga Santa Cruz.

Comment se défendent-ils ?

«La COB n'est qu'une organisation syndicale», disent-ils, «ce que vous proposez est purement et simplement de l'anarcho-syndicalisme». «Les partis doivent prendre l'initiative politique et ne pas la laisser à la COB. «La COB doit maintenir son indépendance politique».

Ce sont donc quelques-unes des appréciations de nos détracteurs auxquels nous répondons avec beaucoup de plaisir :

1. La COB n'est pas seulement une organisation syndicale. En raison des spécificités du pays, de l'expérience du mouvement ouvrier, la COB joue dans des circonstances déterminées, comme aujourd'hui, un rôle de véritable organisation au travers de laquelle s'exprime le pouvoir des ouvriers, des paysans et des pauvres. Le dernier exemple en a été fourni par l'action de la COB contre le coup de Natusch Busch.

2. Si la COB a pris la direction de la lutte du peuple contre Natusch au niveau politique, «plus politique» que les élections elles-mêmes, pour quelle raison ne peut-elle participer avec ses propres candidats aux prochaines élections ?

3. Si l'on dit que la COB n'est qu'une organisation syndicale et qu'elle ne peut agir sur le terrain politique, nous devons en conclure qu'elle ne devait rien faire face au coup de Natusch, étant donné que c'était là agir en tant qu'organisation politique.

4. Quand ils disent que la COB doit maintenir son indépendance politique, ils insi-

nuent que la COB ne doit pas participer aux élections. Nous répondons que les travailleurs, pour maintenir leur indépendance de classe, doivent participer aux élections avec leurs propres candidats, et que les meilleures candidatures sont celles de la Central Obrera Boliviana.

5. Enfin, seul le renforcement de la COB permettra aux exploités d'affronter à nouveau le fascisme (qui n'arrête pas de conspirer). Il n'y a, comme nous l'avons vu, aucun motif pour s'opposer à ce que la COB participe aux prochaines élections. Les partis de gauche qui le reconnaissent n'ont pas d'autre voie que d'appuyer cette initiative. □

INDEX DES SIGLES

ALIN	Alianza de Liberacion Nacional
COB	Central Obrera Boliviana
CUCB	Confederacion Unica de Campesinos de Bolivia
MLN	Movimiento de Liberacion Nacional
MNRH	Movimiento Nacional Revolucionario Historico (Paz Estenssoro)
MNRI	Movimiento Nacional Revolucionario de Izquierda (Siles Suazo)
MNR - Alianza	Front électoral du MNR, PDC, PCml et PRA
MIR	Movimiento de Izquierda Revolucionaria
PCB	Partido Comunista Boliviano
PCml	Partido Comunista marxista-leninista
POR	Partido Obrero Revolucionario
PRIN	Partido Revolucionario de Izquierda Nacional
PRTB	Partido Revolucionario de los Trabajadores de Bolivia
PS 1	Partido Socialista 1 (Quiroga Santa Cruz)
UDP	Unidad Democratica Popular - Front électoral : MNRI, PCB, MIR
VC-POR	Vanguardia Comunista del POR
VO	Vanguardia Obrera

Document Bolivie

NOUS publions l'appel, lancé le 6 mars 1980 par quatre organisations de l'extrême-gauche bolivienne, le POR-Combate (Section bolivienne de la IVe Internationale), le PRTS-ERP, l'organisation *Vanguardia Comunista del POR* et le MLN appelant, face aux menaces qui se précisent de coup d'Etat militaire d'extrême-droite, à la formation des Comités de résistance dans les quartiers, les usines, les lieux de travail.

LES partis signataires, conscients de leurs responsabilités devant le peuple et vigilants face à la crise que subit le pays, déclarent :

1. Le processus politique engendré par la montée du mouvement populaire est en train de subir une rapide détérioration dont les causes peuvent être décelées d'une part dans l'incapacité du gouvernement à répondre aux exigences exprimées lors des journées de novembre, alors qu'il lui était demandé de garantir les libertés reconquises après deux années de luttes populaires, et d'autre part, dans la politique conciliatrice des groupes sociaux-démocrates qui ont joué un rôle de frein des mobilisations des masses et qui ont contribué à désorienter d'une manière permanente les travailleurs.

2. Au cours de la dernière période, cette détérioration avait atteint un niveau tel que les groupes putschistes ont considéré qu'il ne faisait plus aucun doute que le terrain était prêt pour se lancer dans une autre aventure. Des chefs militaires comme Garcia Mesa, Luis Arce et Vargas Salinas, auxquels se sont joints des putschistes vaincus de novembre, tels Sandoval Moron, sont apparus comme les têtes visibles d'un coup d'Etat auquel le gouvernement ne pouvait ou ne voulait pas s'opposer. Se sont joints à eux d'autres dirigeants, partisans de Paz Estenssoro, le PCml de Oscar Zamora, ainsi que des phalangistes et des banzeristes qui opèrent tantôt à l'extérieur, tantôt à l'intérieur du Parlement. Au sein de l'UDP sont apparus aussi d'autres putschistes, comme le député Ru-

ben Sanchez, qui a déclaré que les forces armées avaient le droit et même l'obligation d'intervenir dans ces moments si elles les jugeaient bon.

3. Dans les cercles officiels, on considérait que le coup d'Etat était inévitable. C'est l'esprit qui dominait au sein du gouvernement et au Parlement et leurs membres se préparaient à la situation qui devait en résulter. C'est ainsi que la soi-disant représentation populaire dont était investi le Congrès, ne donnait aucune solution pour faire face à l'aventure fasciste et, de cette manière, garantir les libertés démocratiques. C'est cette situation qui a permis qu'au sein même du gouvernement et du Parlement, apparaissent les putschistes qui y organisaient et y préparaient le coup d'Etat.

4. Mais, ces conditions n'étaient pas suffisantes pour les putschistes. Pour cela, il leur fallait provoquer la division et la confusion au sein du mouvement ouvrier et populaire. Consciemment ou inconsciemment, certains secteurs se sont prêtés à ces manœuvres. C'est ce qui s'est produit lors de la grève dirigée par les instituteurs de La Paz, compromis dans les préparatifs putschistes, et qui, en désaccord avec leur Confédération nationale et désobéissant aux consignes unitaires de la

COB, ont provoqué une division au sein des masses et ont favorisé les plans des conspirateurs. Il y eut aussi les tentatives de provocation des entrepreneurs de transport qui ont effectué une grève aidant les projets des putschistes, et l'utilisation des fonds régionaux au profit des groupes putschistes. La conspiration de droite s'est développée dans un contexte d'escalade terroriste avec des attentats destinés à semer la terreur dans la population et la concentration des groupes para-militaires, principalement à La Paz où il y eut jusqu'à 90 mercenaires dont la mission était de «supprimer» les dirigeants politiques et syndicaux.

5. Le peuple sait que seule sa propre mobilisation peut garantir le processus démocratique qui a commencé en janvier 1978, et qui signifie pour lui la défense et l'exercice des libertés politiques et syndicales (droit syndical, indépendance de classe, unité avec les paysans par l'intermédiaire de la CSUTCB, autonomie des universités, etc.). Nous ne pouvons pas nous tromper sur la réalité à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui. La lutte

pour les revendications économiques, préoccupation fondamentale des travailleurs, passe nécessairement par la défense de ce processus. Il faut donc dire que la priorité du moment est la mobilisation du peuple pour affronter la menace fasciste et la préparation accélérée des conditions pour repousser la menace de la droite. Nous ne pouvons cacher cette réalité, ni prétendre que l'on peut continuer à pérorer sur le processus électoral, chaque jour plus improbable, sans auparavant garantir de fait l'exercice des droits populaires.

6. La *Central Obrera Boliviana*, qui a exercé la direction politique du peuple pendant la Semaine sanglante, a des obligations qui découlent de sa responsabilité. Autour d'elle, les masses doivent s'organiser et se mobiliser pour la résistance. Mais, d'un autre côté, il est de la responsabilité des partis populaires et révolutionnaires de donner aux masses une direction qui prépare cette mobilisation, qui prenne en charge les nécessités de l'organisation et planifie la résistance des travailleurs et du peuple dans son ensemble. L'unité de ces forces

politiques est la base de la résistance. Les partis populaires et révolutionnaires ont l'obligation de répondre à ces appels historiques.

7. Le peuple ne se fait pas d'illusions sur l'action du gouvernement, du Parlement et des fronts électoraux. Le front qui dirige la résistance s'organise pour la préparation de la résistance. Pour cela, au sein des masses, on doit commencer à s'organiser en Comités de résistance anti-fasciste, qui, dans chaque quartier, dans chaque usine, sur tous les lieux de travail, doivent former des noyaux qui s'opposeront aux tentatives des putschistes.

8. Pour que les conspirateurs ne réussissent pas. Si la résistance de novembre, désorganisée et spontanée, a mis un frein à l'aventure de Natusch et de ses complices, aujourd'hui, le peuple organisé et préparé arrivera à faire définitivement échec au fascisme et avancera jusqu'à son propre but historique : la libération nationale et la construction du socialisme en Bolivie. □

La Paz, le 6 mars 1980.

Antonio Peredo L. PRTS-ELN
 Jose Antonio Moreno POR (Combate)
 Victor Sossa VC del POR
 Loyola Guzman MLN



Le pays le plus pauvre de l'Amérique du Sud au bord de la cessation de paiement

L'UN des facteurs fondamentaux qui alimente la crise de domination bourgeoise en Bolivie, qui s'est manifestée avec tant d'apreté au cours des derniers mois, c'est l'ampleur de la crise économique.

Archi-endettée auprès des institutions financières internationales et des banques privées impérialistes, la Bolivie, comme le Pérou il y a un an et demi, est au bord de la cessation de paiements.

Reprennant les «modèles» péruviens et brésiliens, le régime Banzer, arrivé au pouvoir après le coup d'Etat de 1971 avait fait largement appel aux prêts internationaux pour soutenir le programme de développement et d'industrialisation.

L'industrialisation bolivienne en 10 ans a connu un certain essor, l'indice de la production industrielle passant de la base 100 en 1970 à l'indice 297 en 1975. Mais ce début d'industrialisation, vu le niveau extraordinairement bas d'industrialisation initiale, n'a pas réduit la dépendance générale de l'économie bolivienne à l'égard de la mono-exportation de l'étain. En 1978, l'étain représentait toujours 75% des exportations. Malgré la hausse des cours mondiaux de cette matière première en 1978 et 1979 l'économie bolivienne est toujours sous la menace de la vente d'une partie de stocks stratégiques des Etats-Unis qui feraient à nouveau chuter le cours de l'étain. De plus la baisse en volume de la production d'étain bolivien a annulé en partie l'effet des hausses du cours mondial.

La balance commerciale bolivienne a de plus été affectée par la baisse des rentrées provenant de la deuxième source de devises, le pétrole. La Bolivie qui produit environ 30 000 barils par jours, voit sa production baisser, alors que la consommation intérieure, de 25 000 barils par jour, croît à un rythme de 15% par an. L'échéance n'est donc pas si lointaine, où après le programme d'exportations à outrance du pétrole bolivien qu'avait développé Banzer le pays se voit contraint d'importer du brut. La production du gaz naturel n'est pas en mesure aujourd'hui de compenser ce manque à gagner. Or le montant de la dette extérieure atteignait 2 500 millions de dollars en 1978 et 3 000 millions de dollars en 1979 et son service représentait un tiers du revenu des exportations ! A la fin 1979, le solde négatif de la balance des paiements atteignait 350 millions de dollars et le montant des réserves en devises de la Bolivie n'était plus que de 15 millions de dollars.

La crise économique s'est évidemment accélérée avec l'instabilité politique que connaît le pays depuis le renversement de la dictature Banzer. L'inflation a dépassé les 15% en 1979 (1).

Sous l'intervention directe des institutions internationales, du FMI en premier lieu, le gouvernement de Lidia Gueiler prenait à la fin du mois de novembre 1979, une série de mesures d'urgence : dévaluation de 25% de la monnaie bolivienne par rapport au dollar et augmentation des prix à la

consommation des produits pétroliers.

Cette dernière hausse, du fait de son effet multiplicateur sur le prix des denrées de premières nécessité (les transports représentent une fraction importante des produits importés, vu l'absence de débouché maritime du pays et les difficultés de communication d'une région à l'autre), en particulier, devait provoquer une importante réaction du mouvement ouvrier, en premier lieu de la COB et même des couches paysannes.

LA BOLIVIE EN QUELQUES CHIFFRES

La Bolivie comptait en 1977, près de 6 millions d'habitants pour une superficie double de celle de la France. Les terres cultivées, qui emploient 51% de la population active pour 15% du PNB ne représentent que 3% des terres. A côté des cultures agro-exportatrices comme le sucre et le café, en expansion l'essentiel des activités agricoles, où la productivité est faible est consacrée aux céréales (maïs) et l'élevage. La Bolivie est le pays le plus pauvre de toute l'Amérique du Sud, avec un PNB par habitant de 2 900 FF par an contre 4 500 au Pérou et 6 300 FF au Chili. □

(Sources : *Atlaseco-Le Monde économique et social*; *Bulletin hebdomadaire Kredietbank*).

(1) Thierry Maliniak raconte cette anecdote d'une délégation du FMI venue à La Paz traiter avec ses interlocuteurs boliviens des mesures d'austérité à prendre, et qui n'a pu rencontrer personne ... pour cause du coup d'Etat en cours.

Veillée d'armes au Salvador après l'assassinat de Mgr Romero

Michel ROVERE

L'ASSASSINAT par un tueur professionnel de l'archevêque de San Salvador, Mgr Oscar Arnulfo Romero, jette, s'il en était encore besoin, une lumière un peu plus crue sur l'apreté au combat de l'oligarchie salvadorienne et de l'actuelleunte militaire, soutenue par Washington.

Conservateur, Mgr Romero incarnait cette fraction de la hiérarchie catholique d'Amérique centrale qui comprenait, à la lumière de la fin du somozisme au Nicaragua et de la montée révolutionnaire dans la région, que l'Eglise serait balayée en identifiant ses intérêts à la défense sans nuance des égoïsmes de l'oligarchie et des raisons d'Etat des dictatures militaires.

Mais plus que sa défense des droits de l'homme, qui se couplait avec un appel à la non-violence (ainsi en octobre 1979, après la prise du pouvoir par l'actuelleunte, l'Eglise salvadorienne avait demandé aux organisations d'extrême-gauche et aux masses de renoncer aux actions armées), ce sont les dernières prises de position de l'archevêque qui ont scellé son sort. D'abord, la dénonciation, et partant la publicité qu'il donna à la «réforme agraire», décrétee par les militaires. Cette réforme agraire a essentiellement servi à launte à envoyer ses troupes occuper les propriétés agricoles où les mouvements de contestation des paysans pauvres et des travailleurs agricoles étaient les plus avancés. Annonçant que les terres «nationalisées» ne seraient redistribuées qu'aux bons paysans, c'est-à-dire aux paysans organisés dans les réseaux de l'organisation d'extrême-droite, ORDEN, ou «apolitiques», l'armée entreprenait d'expulser les

paysans et les travailleurs agricoles. Plusieurs dizaines de paysans devaient trouver la mort dans les affrontements qui s'ensuivirent. «*On n'irrigue pas la terre avec du sang*», avait alors expliqué le prélat. Soucieux de ne pas se laisser déborder par la radicalisation du mouvement de masses, y compris pour pouvoir jouer au moment opportun et à bon escent un rôle de médiateur et de conciliateur pour sauver ce qui pourrait être sauvé du régime, Mgr Romero n'avait pas hésité à dire que l'Eglise ne saurait condamner la violence «*dès lors que tous les moyens d'évolution sociale vers la justice avaient été épuisés et que les dommages provoqués par l'insurrection seraient un moindre mal par rapport à la situation actuelle*».

Mais la goutte d'eau qui allait faire déborder le vase pour l'oligarchie et launte militaire, ce fut lorsque, dans sa dernière homélie dominicale, le prélat appelait les soldats à «*n'obéir à aucun ordre de tuer*».

Si pour l'archevêque, il s'agissait, en tirant les leçons du Nicaragua, de pouvoir sauver, en cas de chute du régime et d'insurrection populaire, ce qui pouvait l'être de l'appareil d'Etat; il s'agissait pour launte militaire et l'impérialisme US qui visent à l'écrasement physique de l'extrême-gauche et du mouvement syndical d'une provocation insupportable. Peu après le discours, le porte-parole des forces armées, le colonel Marco Aurelio Gonzales, avait qualifié de «crime» cet appel du prélat.

Quelques heures plus tard, une organisation terroriste d'extrême-droite liquidait le gèneur.

Cet assassinat, comme la répression qui se poursuit dans

les campagnes, met une fois de plus en lumière le rôle des organisations d'extrême-droite (un tueur appartiendrait ou aurait été contracté par l'Union guerrière blanche au Salvador). Nous publions dans ce numéro d'*Inprecor* une série de documents sur la principale des organisations terroristes d'extrême-droite existant au Salvador, l'Organisation de défense nationaliste (ORDEN). Ces documents et ces déclarations montrent comment ces organisations sont étroitement liées, malgré tous les démentis officiels, à l'oligarchie, à l'appareil d'Etat et aux agences de renseignement nord-américaines. Ce sont ces organisations terroristes qui organisent, en collaboration avec la police et l'armée, l'attaque contre les manifestations ouvrières et paysannes ou qui se chargent des «*dirty tricks*», des sales coups, de l'assassinat et de la liquidation des militants révolutionnaires et syndicalistes. Il y a quelques jours des cadavres de militants, torturés, puis achevés, ont été découverts.

Ce sont ces commandos qui se voient aujourd'hui renforcés de mercenaires rescapés de la Garde nationale somoziste ou des organisations d'exilés cubains anti-castristes, qui sont intervenus, lors de la dernière grève générale du 17 mars, appelée par la Coordination révolutionnaire, contre les ouvriers qui occupaient leurs usines.

Lars Palmgren, envoyé spécial d'*Internationale*, l'organe de la section suédoise de la IVE Internationale, et l'un des rares journalistes qui n'ait pas encore été expulsé, a assisté à ces opérations de terreur blanche : «*C'était dans la «zone libre», au dehors de la capitale, San Salvador. En arrivant nous*

avons croisé le personnel de la Croix-Rouge qui était empêché d'entrer dans le quartier par les militaires, alors que tout le monde savait qu'il y avait de nombreux blessés à l'usine située un peu plus bas dans la rue.

Alors que nous étions là, un convoi militaire arriva de l'usine. Il était composé de deux petits tanks, deux ou trois camions plein de soldats et de petits véhicules remplis d'hommes en armes qui, à l'évidence, étaient de la police. Quand j'ai essayé de les prendre en photo, ils pointèrent leurs fusils vers nous, les armèrent et commencèrent à crier d'une manière hystérique.

Ensuite cinquante soldats essayèrent de disperser les gens qui s'étaient agglutinés autour de la voiture de la Croix-Rouge. Un peu plus tard, les soldats disparurent et nous avons pu entrer dans le quartier. En arrivant à l'usine nommée APLAR qui appartenait à des Américains, et qui était fermée depuis la mi-décembre dernier, nous avons rencontré des gens qui criaient.

Les travailleurs de l'usine avaient été convoqués ce lundi pour discuter avec la direction au sujet du redémarrage de la production. En entrant, nous vîmes environ quinze cents personnes, principalement des femmes. Les planchers et les murs étaient couverts de sang. Le mobilier et les portes étaient défoncés. Des gens étaient dans un état très grave et gémissaient autour de nous. Dans une des pièces, il y avait cinq travailleurs morts étendus sur le plancher : quatre hommes et une femme, tués à bout portant. A l'extérieur, près du périmètre de l'usine, il y avait encore un homme étendu qui avait été abattu.

La terreur avait duré environ deux heures. Ceux qui n'avaient pas été blessés ou tués avaient été très brutalement frappés. Mais cet acte de terreur contre les travailleurs ne fut même pas mentionné dans les journaux du Salvador.

Après cela, nous vîmes comment la police et les militaires entourèrent les quatre

autres sites de l'usine qui avaient été occupés par les travailleurs. Il y avait de nombreux affrontements, mais la Croix-Rouge et les journalistes étaient empêchés d'entrer.

D'après un militant syndical, dix autres ouvriers avaient été tués lors d'une attaque des forces répressives dans l'usine de Sacor Cuscatlan. Mais, dans les journaux, qui sont censurés, la version officielle est que les violences ont été provoquées par des extrémistes qui ont commencé à tirer sur la police.

On ne sait pas exactement combien de travailleurs ont été tués ce jour-là dans les autres usines, mais on peut avancer le chiffre de trente-cinq personnes. Personne ne sait combien furent blessés.

L'assassinat de Mgr Romero, point culminant d'une vague de violences, d'exactions et de crimes, qui a fait 200 morts en quinze jours, ne peut que renforcer la polarisation politique et sociale croissante au Salvador, fermer un peu plus les possibilités d'une issue pacifique ou négociée à la crise du régime.

Un ancien assistant du prélat expliquait : «L'assassinat de l'archevêque risque de radicaliser un secteur entier de la population qui croyait dans les droits de l'homme et à la non-violence». Un membre du gouvernement lui-même laissait apparaître ses craintes, en expliquant que désormais l'extrême-gauche «apparaissait comme une solution de rechange à un nombre croissant de Salvadoriens».

Il y a deux semaines, la Coordination révolutionnaire, qui regroupe, outre les communistes pro-Moscou de l'UDN, le FAPU, le BPR et les LP 28, publiait la plateforme programmatique pour un «Gouvernement démocratique révolutionnaire».

Nous publions dans ce numéro le texte complet de cette plateforme qui contient des ouvertures, pour des alliances politiques, à des secteurs de la bourgeoisie nationale, des partis bourgeois d'opposition (le MNR, lié à la IIe Internationale et l'opposition qui vient d'être expulsée du Parti démocrate chrétien au pouvoir dans la

junte) et des secteurs de l'armée, qualifiés de «patriotes et d'honnêtes».

Cette plateforme appelle plusieurs remarques. A l'évidence, de la même manière que la création en janvier dernier de la Coordination révolutionnaire s'inspirait de la réunification des trois «tendances» du FSLN (en fait trois ailes ayant leurs configurations politiques et organisationnelles propres), en décembre 1978, la définition de cette plateforme et la politique d'alliance qu'elle exprime s'inspire de celle menée par le FSLN à la veille de la victoire contre Somoza.

Il s'agit, comme nous l'ont d'ailleurs expliqué les représentants de certaines organisations révolutionnaires salvadoriennes, d'ébranler encore davantage la base politique et sociale du régime,— notamment d'accentuer la crise de la démocratie chrétienne,— de favoriser les fissures au sein de l'armée et surtout d'isoler internationalement la junte. L'axe restant celui de la proclamation de janvier de la Coordination, c'est-à-dire celui de la préparation d'une grève générale insurrectionnelle pour renverser le gouvernement militaire soutenu par l'impérialisme.

Mais la différence avec ce qui s'est passé au Nicaragua, c'est que cette plateforme est l'expression bâtarde, sous forme de compromis, de conceptions divergentes au sein de la Coordination sur les alternatives politiques à donner à la junte. Et qu'ensuite, à cause des particularités du Salvador, mais après les leçons que tirent la bourgeoisie salvadorienne et les régimes de la région de ce qui s'est passé précisément au Nicaragua, la situation au sein du camp bourgeois au Salvador a peu de chose à voir avec ce qui s'est produit à Managua.

Il est certain que les signataires de la plateforme de gouvernement ont des arrière-pensées divergentes. Pour le Parti communiste, cette plateforme doit permettre de reconstituer avec le MNR, mais aussi avec les débris de la démocratie chrétienne, une véritable alliance de Front populaire, un

peu sur le modèle de ce qu'étaient ses alliances électorales de 1972 et 1977, ou le *Foro popular* formé en septembre 1979. Le *Foro popular* a d'ailleurs éclaté quand le MNR et le PDC ont soutenu la junte. Le projet du PCS est évidemment de contenir la montée révolutionnaire des masses dans un projet de collaboration de classe qui laisse intact l'essentiel de l'Etat bourgeois et des intérêts de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

C'est ce qu'expliquait le secrétaire général du PCS, Schafik Jorge Handal, dans une interview reproduite fin février par *Granma* à propos des possibilités d'alliance avec la Démocratie chrétienne : « Nous avons fait route ensemble depuis plusieurs années. Nous nous connaissons donc bien et c'est pourquoi nous pouvons affirmer ce que je viens de vous dire. La base du Parti démocrate chrétien appartient dans sa grande majorité au vaste mouvement populaire révolutionnaire (...). Nous pensons aussi que la majorité des démocrates chrétiens qui font partie de la direction du parti et occupent maintenant des postes au gouvernement sauront réagir. Nous espérons qu'ils sauront réagir ».

Il est manifeste aujourd'hui que le PCS et l'UDN, qui se sont compromis d'octobre à décembre 1979 dans le soutien à la junte militaire et la participation à son gouvernement, font le « dos rond » pour avancer leurs propositions et se retranchent derrière les formulations du FAPU sur la nécessité d'un « Gouvernement de salut national ». C'est ainsi que le FAPU a expliqué que cette plateforme de gouvernement démocratique révolutionnaire était la concrétisation de sa propre formule de « Gouvernement de salut national ».

De l'autre côté de l'éventail, les LP 28 ont expliqué que cette plateforme était la concrétisation de leur mot d'ordre radical de « Gouvernement ouvrier populaire et socialiste ».

Il est vrai, à l'appui des déclarations des LP 28, avec lesquelles travaillent de plus en plus régulièrement le BPR, que cette plateforme se distingue

sur plusieurs points essentiels de ce qu'étaient les plateformes élaborées par les sandinistes avec l'opposition bourgeoise anti-somoziste.

1 — Sur la question, décisive entre toutes, de l'Etat. La plateforme explique que « la première tâche et le premier objectif de la révolution au Salvador » est de « renverser la dictature militaire réactionnaire imposée et défendue par l'oligarchie et l'impérialisme yankee contre la volonté du peuple salvadorien depuis 50 ans. **DETRUIRE SA MACHINE POLITICO-MILITAIRE (1) et instaurer un gouvernement démocratique révolutionnaire qui s'appuie sur l'unité des forces révolutionnaires et démocratiques, sur l'armée populaire et le peuple salvadorien ;**

2 — Sur la question des mesures économiques à mettre en œuvre après la prise du pouvoir, il est clair que leur étendue et leur profondeur, telles qu'elles sont décrites au point 7, vont beaucoup plus loin que le programme initial des sandinistes après janvier 79 qui ne se proposaient que de nationaliser les biens de Somoza ;

3 — L'insistance mise sur le rôle du mouvement de masse. Au point 8, il est souligné le développement de « l'organisation populaire à tous les niveaux », dont il est dit que

l'enjeu est que « le peuple et son gouvernement s'identifient de la façon la plus étroite » ;

4 — Enfin, dernier point, mais qui est loin d'être le moins important, il y a la question de savoir qui dirige l'alliance « anti-impérialiste et anti-oligarchique » dans laquelle viendraient éventuellement se joindre tel ou tel secteur de la « bourgeoisie nationale ».

On se rappelle que c'est après le renversement de Somoza et la prise du pouvoir que les sandinistes avaient apporté leur réponse, avec la formation de la junte de gouvernement dans laquelle ils détenaient en fait trois des cinq sièges et la constitution de la direction des neuf commandants de la révolution (2).

Au Salvador, pour le moment il ressort clairement que la direction politique et militaire incontestée du processus révolutionnaire ne peut être assumé que par la Coordination révolutionnaire, regroupant l'UDN et les trois organisations révolutionnaires.

Il est évident que les secteurs favorables à une politique de collaboration de classe à l'intérieur ou à l'extérieur de la coordination mèneront bataille,

(1) Souligné par nous

(2) Cf. « Inprecor » numéro 61 du 18 octobre 1979



s'ils n'ont déjà commencé, soit pour son élargissement à droite, soit pour que son rôle soit relativisé au profit d'un front plus large, regroupé ou non autour de la plateforme du Gouvernement démocratique révolutionnaire.

Mais pour l'instant, que ce soit au travers de la grève générale du 17 mars, ou de l'appel à une nouvelle grève générale de huit jours après la mort de Romero, il est évident que c'est la Coordination révolutionnaire qui continue de jouer effectivement le rôle de direction.

Pour conclure, il est évident que la publication de cette plateforme vise, comme le disait Ana Maria Gomez, de la direction du BPR, à combler un vide : l'accord sur lequel s'est fondé la création de la Coordination révolutionnaire fixait comme perspective générale la grève générale insurrectionnelle. Mais il ne comportait aucun mot d'ordre politique transitoire, concrétisant, avant le déclenchement de cet affrontement final, une alternative à la junte. Or avec les manœuvres de cette dernière, sur la question des «réformes», il devenait indispensable, pour les organisations révolutionnaires, de concrétiser leurs propositions. La grève générale insurrectionnelle n'est qu'une forme de lutte pour renverser l'actuel régime. Elle ne suffit pas à expliquer aux larges masses, surtout aux secteurs qui ne suivent pas encore la Coordination pourquoi il faut la renverser (c'est-à-dire pour quel programme de transformations alternatif il faut affronter les fusils de la junte) ni par quoi (quelle forme supérieure de pouvoir politique) elle peut être remplacée.

L'autre différence entre le Nicaragua et le Salvador, mais qui n'est que secondaire, c'est que le dispositif des forces politiques bourgeoises est totalement différent. D'abord, à cause du poids spécifique de l'oligarchie salvadorienne, des quatorze familles, qui a peu de choses à voir avec ce qu'était Somoza et ses affidés. Du point de vue économique et social, surtout depuis que la

majorité de la démocratie chrétienne soutient la junte, le poids de la «bourgeoisie d'opposition» n'a rien à voir avec ce qu'était le poids de la bourgeoisie anti-somoziste. Du point de vue politique aussi, la solution, propulsée par l'impérialisme et les forces armées, avec la junte depuis le 25 octobre, modifie sensiblement les possibilités de comparaison. Notamment du point de vue de l'attitude des bourgeoisies centro-américaines et des gouvernements du Pacte andin. Echaudés par ce qu'il est advenu au Nicaragua après la chute de Somoza, ils ont décidé de soutenir la junte salvadorienne contre le mouvement de masse. Cela explique que, pour le moment du moins, aucune des forces bourgeoises d'opposition, même mineure, n'ait accepté de prendre en compte la plateforme de Gouvernement démocratique révolutionnaire qui leur était destinée. Le dernier élément qui explique cette attitude, c'est la fermeté même de la politique d'intervention impérialiste au Salvador et dans la région.

Depuis plusieurs mois, il est devenu évident pour la bourgeoisie salvadorienne dans son ensemble, ainsi que pour les bourgeoisies de la région (3), que Washington, après le Nicaragua, a décidé de faire du Salvador le test de sa capacité de contenir et d'écraser le mouvement révolutionnaire qui se développe à l'échelle de tout le Centre Amérique.

Carter a versé quelques larmichettes sur la mort de l'archevêque, mais son administration, par le biais du secrétaire d'Etat, Cyrus Vance, s'est empressé de réaffirmer le soutien total à la junte tandis que continuent les envois d'armes, d'argent et de conseillers militaires.

Janice Lynn, d'*Intercontinental Press*, explique dans son article jusqu'à quelles extrémités Washington se déclare prêt à aller pour casser les organisations révolutionnaires et briser le mouvement de masse. Pour montrer le rôle de l'impé-

A LIRE EGALEMENT DANS INPRECOR

- Solidarité et unité face à la dictature de Romero
Numéro 53 du 24 mai 1979
- La marche à l'affrontement
Michel ROVERE
Numéro 70 du 21 février 1980
- Les réformes de la junte et le renforcement du dispositif militaire impérialiste dans la région
Michel ROVERE
Numéro 72/73 du 20 mars 1980

rialisme américain au Salvador, outre les documents sur ORDEN qui montrent comment les organisations terroristes salvadoriennes ont été fondées avec la bénédiction du «grand frère», le document inédit en français que nous publions, qui est un manuel classé Top secret du Pentagone, montre quelle est l'autonomie réelle que Washington laisse aux gouvernements des «pays amis», qu'elle vient «aider» et «conseiller» dans la lutte contre-insurrectionnelle. On ne peut d'ailleurs manquer d'évoquer, à propos bien sûr, du renversement du 15 octobre dernier du général Romero, remplacé par l'actuelle junte, mais aussi à propos de l'assassinat de l'archevêque, le petit paragraphe du document secret du Pentagone, sur les «institutions démocratiques» et comment il convient de les remplacer sans délai, lorsqu'elles ne sont pas suffisamment «anti-communistes». Avec l'approche d'échéances décisives, cela détermine pour tous les marxistes-révolutionnaires, l'importance de la défense immédiate, de la solidarité de la révolution salvadorienne, face aux coups conjugués de la junte, de l'oligarchie et de l'impérialisme.

C'est ce à quoi s'engage la IVe Internationale. □

28 mars 1980

(3) C'est l'un des facteurs, outre les raisons intérieures propres au Nicaragua, qui permet de comprendre comment les secteurs de la bourgeoisie nicaraguayenne associée au FSLN dans le gouvernement, relèvent la tête et exigent aujourd'hui des élections générales.

Plateforme programmatique du Gouvernement démocratique révolutionnaire

LES structures économiques et sociales de notre pays, qui ont garanti l'enrichissement démesuré d'une minorité oligarchique et l'exploitation de notre peuple par l'impérialisme yankee sont entrées dans une crise profonde et insurmontable.

La dictature militaire est également en crise, ainsi que tout l'ordre juridique et idéologique qui a défendu et qui continue de défendre les intérêts de l'oligarchie et de l'impérialisme américain, eux qui ont opprimé et dominé le peuple salvadorien pendant un demi-siècle. Le front des classes dominantes s'est lézardé; les tentatives fascistes et réformistes pour surmonter la crise ont échoué, victimes de leurs propres contradictions et de l'action décidée et héroïque du mouvement populaire. Même l'intervention nord-américaine de plus en plus ouverte, pour soutenir ces projets anti-populaires, s'est révélée incapable d'empêcher cet échec.

La défense fidèle des intérêts et des aspirations du peuple salvadorien par les organisations révolutionnaires leur a permis de se renforcer et de s'enraciner de façon plus profonde parmi les masses travailleuses et les couches moyennes. Grâce à ses racines populaires, le mouvement révolutionnaire est désormais indestructible et constitue la seule alternative pour le peuple salvadorien, que rien ne pourra freiner ni faire dévier dans sa lutte pour conquérir la libération de la patrie et obtenir la réalisation de ses desir vitaux.

D'un côté, la crise économique et politique des classes dominantes et, de l'autre, la poussée du mouvement populaire qui constitue la force politique décisive de notre pays, ont débouché sur un processus révolutionnaire et la maturation des conditions permettant au peuple de prendre le pouvoir.

La transformation révolutionnaire de notre société, soumise jusqu'alors à l'injustice, à la spoliation et au pillage, est désormais du domaine du possible et est à l'ordre du jour.

Ce n'est que par cette transformation révolutionnaire que notre peuple pourra conquérir et garantir les libertés et les droits démocratiques qui lui ont été niés jusqu'à présent.

Seule la révolution permettra de résoudre la question agraire en produisant les conditions de vie matérielles et culturelles favorables aux masses paysannes et au prolétariat agricole,

à cette immense majorité de la population soumise aujourd'hui à la misère, à l'acculturation et à la marginalité. C'est la révolution qui permettra à notre pays de conquérir sa véritable indépendance politique, en donnant au peuple salvadorien le droit de déterminer librement son destin et de parvenir à une réelle indépendance économique.

Cette révolution est donc une révolution populaire, démocratique et anti-oligarchique; elle cherche à conquérir une véritable indépendance nationale effective. Seule la victoire révolutionnaire mettra un frein à la répression criminelle et permettra que le peuple conquière la paix qui lui fait défaut aujourd'hui, une paix solide, fondée sur la liberté, la justice sociale et l'indépendance nationale.

Cette révolution en marche n'est pas et ne pourra pas être l'œuvre d'un groupe de conspirateurs. Au contraire, elle sera le fruit de la lutte de tout le peuple, c'est-à-dire des ouvriers, des paysans, des couches moyennes en général et de tous les secteurs ou personnalités réellement démocratiques et patriotes.

Les éléments les plus conscients et les plus organisés du peuple salvadorien, qui sont déjà innombrables, luttent de façon de plus en plus coordonnée et unie. Par sa combativité, son degré de conscience, son caractère et son organisation, son esprit de sacrifice pour arracher la victoire populaire, l'alliance ouvriers-paysans a confirmé qu'elle devait être le principal pilier permettant de garantir le caractère ferme et conséquent de la lutte de libération, à laquelle se joignent — exprimant l'unité de tout le peuple — les forces révolutionnaires et démocratiques, les deux grands courants créés par la longue lutte du peuple salvadorien.

La tâche décisive de cette révolution, dont dépend la mise en œuvre des autres tâches et la réalisation de ses objectifs, est la conquête du pouvoir et l'instauration d'un gouvernement démocratique révolutionnaire, qui entreprenne, à la tête du peuple, l'édification d'une nouvelle société.

TACHES ET OBJECTIFS DE LA REVOLUTION

Les tâches et les objectifs de la révolution au Salvador sont les suivants :

1 renverser la dictature militaire réactionnaire imposée et défendue par l'oligarchie et de l'impérialisme yankee, contre la volonté du peuple salvadorien, depuis cinquante ans; détruire sa machine politico-militaire criminelle et instaurer un gouvernement démocratique révolutionnaire qui s'appuie sur l'unité des forces révolutionnaires et démocratiques, sur l'armée populaire et le peuple salvadorien;

2 mettre fin au pouvoir et à la domination politique, économique et sociale en général des grands seigneurs du capital et de la terre;

3 liquider définitivement la dépendance économique, politique et militaire de notre pays, à l'égard de l'impérialisme yankee;

4 garantir les droits et les libertés démocratiques à tout le peuple, et plus particulièrement, aux masses travailleuses qui en ont le moins bénéficié jusqu'à présent;

5 transférer au peuple, par le biais de la nationalisation et de la création d'entreprises collectives et associatives, les moyens de production et de distribution fondamentaux, aujourd'hui accaparés par l'oligarchie et les monopoles US, la terre des grands propriétaires, les entreprises productrices et distributrices d'électricité, les raffineries de pétrole, les entreprises industrielles, commerciales et de services monopolistiques, le commerce extérieur, les banques, les grandes entreprises de transport, tout cela sans affecter les petits et moyens industriels privés qui seront eux aidés dans tous les domaines et toutes les branches de l'économie nationale.

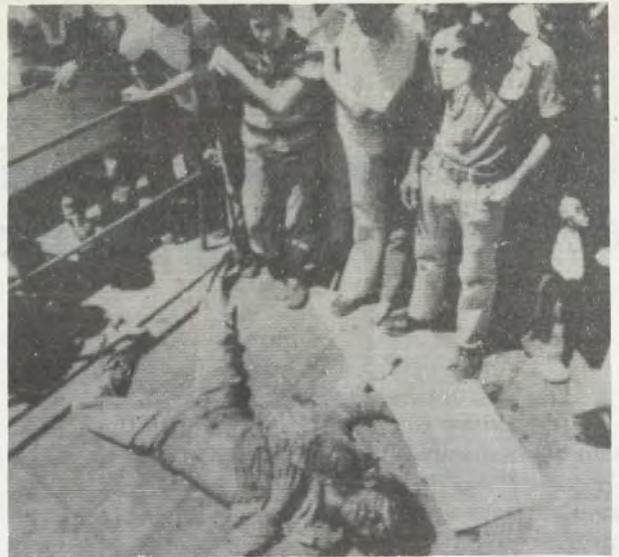
6 élever le niveau matériel et culturel de la population;

7 créer la nouvelle armée de notre pays, qui surgira essentiellement à partir de l'Armée populaire qui sera construite au cours du processus révolutionnaire et à laquelle pourront s'incorporer les éléments sains, patriotiques et honnêtes qui appartiennent à l'armée actuelle;

8 stimuler l'organisation populaire à tous les niveaux, dans tous les secteurs et sous toutes ses formes pour garantir son incorporation active, créatrice et démocratique au processus révolutionnaire, pour que le peuple et son gouvernement s'identifient de la façon la plus étroite;

9 orienter la politique étrangère et les relations internationales de notre pays avec d'autres sur la base des principes de l'indépendance et de l'autodétermination, de la solidarité, de la coexistence pacifique, de l'égalité des droits et du respect mutuel entre les Etats;

10 assurer ainsi la paix, la liberté, le bien-être du peuple et son progrès social.



**LE GOUVERNEMENT DEMOCRATIQUE
REVOLUTIONNAIRE :
SA FORMATION ET SA PLATEFORME
DE CHANGEMENTS POLITIQUES,
STRUCTURELS ET SOCIAUX**

Le Gouvernement démocratique révolutionnaire sera formé de représentants du mouvement révolutionnaire et populaire, des partis, organisations, secteurs et des personnalités démocratiques prêts à participer à la mise en œuvre de cette plateforme programmatique.

Ce gouvernement s'appuiera sur une base sociale et politique large formée en premier lieu de la classe ouvrière, des paysans et des secteurs avancés des couches moyennes, étroitement liés entre eux. Il s'appuiera également sur les autres secteurs sociaux, disposés à appliquer cette plateforme, les petits et moyens entrepreneurs industriels, commerçants, artisans agriculteurs (petits et moyens producteurs de café et des autres secteurs de l'agriculture et de l'élevage). Il comprendra aussi des éléments honnêtes des professions libérales, du clergé progressiste, des partis démocratiques comme le Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR), les secteurs avancés de la Démocratie chrétienne, les officiers dignes et honnêtes de l'armée qui sont disposés à servir les intérêts du peuple et tout autre secteur, groupe ou personnalité, qui luttent, se prononcent pour une large démocratie en faveur des masses populaires, l'indépendance et le développement du pays, la libération populaire.

Toutes ces forces s'emploient actuellement à former une alliance démocratique et révolutionnaire au sein de laquelle l'idéologie, les convictions politiques et religieuses de chaque composante seront pleinement respectées. La forme organique que prendra cette alliance volontaire au service du peuple salvadorien sera le résultat du consensus de tous ceux qui en feront partie. □

Inprecor

Les plans de subversion du Pentagone

CHAPITRE I INTRODUCTION

CE supplément FM 30-31 B (Manuel de campagne 30-31 B) est classé «top secret» à cause de la nature délicate des sujets qu'il aborde et n'est pas une publication normale de la série FM.

Le Manuel de campagne 30-31 fournit une orientation sur la doctrine, les tactiques et les techniques aux Services de renseignement pour les opérations de stabilisation entreprises par l'armée nord-américaine et sur les moyens de défense interne. Destiné à une diffusion large, son contenu était limité à certains thèmes en relation directe avec la contre-insurrection et les opérations conjointes des Etats-Unis et du pays ami (PA). Le but de ces opérations est de garantir la stabilité intérieure du PA.

Par ailleurs, le FM 30-31 B (Manuel de campagne 30-31 B) s'intéresse aux organisations de renseignement propres du PA en tant qu'objectif pour les Services de renseignement de l'armée nord-américaine.

Nous ne reprenons pas ici les orientations générales déjà traitées dans d'autres documents comme le FM 30-31 et le FM 30-31 A. Ce document vise uniquement à rappeler l'importance des Agences de renseignement des PA en tant que terrain particulièrement favorable aux Services de renseignement, à indiquer quelques orientations et à montrer que l'acquisition d'informations sur le PA doit être plus complète que ce qu'exigent les seuls objectifs de la contre-insurrection et peut contribuer à la sauvegarde des intérêts nord-américains, pris dans leur ensemble.

Les opérations de ce type doivent être envisagées d'un point de vue strictement clandestin, dans la mesure où l'engagement officiel de l'armée US dans le PA se limite à la coopération contre l'insurrection ou les menaces d'insurrection. En aucun cas l'implication de l'armée nord-américaine ne devra être reconnue.

L'utilisation du terme «organisation des PA» dans ce supplément peut avoir, selon le contexte, les significations suivantes :

- a) l'organisme du PA impliqué dans les opérations de défense intérieure;
- b) les forces armées du PA en général;
- c) les institutions du PA indépendantes de l'armée : par exemple la police et les autres organisations civiles de maintien de l'ordre, les administrations nationales et locales, les Services de propagande.

Autrement dit, les Services de renseignement de l'armée des Etats-Unis doivent prendre en charge l'aide au PA pour qu'il détermine avec précision son potentiel de contre-insurrection dans tous ses aspects et le rapport entre ce potentiel et la politique nord-américaine. Il faut, dans le même temps, poursuivre, en tant que programme spécifique, les objectifs militaires et ne pas ignorer les divers aspects des intérêts nord-américains à chaque fois que se présente une occasion de les favoriser.

La diffusion de ce supplément est strictement limitée aux personnes figurant sur la liste de diffusion. Son contenu peut être communiqué à d'autres personnes, sélectionnées avec soin par le détenteur dans

la mesure où cela peut concourir à la réussite de l'objectif fixé. A chaque fois que cela sera possible, le détail des instructions contenues dans ce document devra être transmis oralement en insistant toujours sur le caractère confidentiel de ces instructions.

CHAPITRE II LE CADRE

1 - Considérations générales

Comme l'indique le Manuel de campagne 30-31, les soulèvements les plus récents se sont produits dans des pays en voie de développement ou dans des anciennes colonies.

L'intervention des Etats-Unis dans ces pays peu développés et menacés par une insurrection est un aspect de l'intervention nord-américaine, à l'échelle mondiale, contre le communisme. L'insurrection peut ne pas être provoquée par le communisme, elle peut être due à des oppositions tribales, raciales, religieuses ou régionales. Mais, quelles que soient ses origines, l'insurrection prépare le terrain à une infiltration communiste qui, en l'absence de riposte efficace, peut aboutir à la prise de pouvoir par les communistes. A partir de ce fait, le critère qui détermine la nature et le degré d'intervention des Etats-Unis est, d'une part, l'attitude du PA face au communisme et, d'autre part, les intérêts nord-américains.

2 - Nécessité d'une souplesse politique

L'armée nord-américaine, en liaison avec les autres agences des Etats-Unis, n'est pas irrémédiablement tenue d'aider le gouvernement en place du PA et ceci pour plusieurs raisons :

a) un gouvernement qui bénéficie de l'aide des Etats-Unis peut être affaibli dans la lutte contre l'insurrection communiste ou inspirée par les communistes du fait de son inaction ou de son impuissance;

b) il peut se compromettre en ne défendant pas les intérêts de secteurs importants du pays;

c) il peut adopter des positions nationalistes extrêmes incompatibles avec les intérêts nord-américains ou qui leur soient hostiles.

De tels éléments peuvent créer une situation où les intérêts des Etats-Unis exigent un changement de gouvernement qui permette au PA de bénéficier d'une aide plus efficace de la part des Etats-Unis.

Les opérations conjointes de contre-insurrection seront menées avec les méthodes habituelles et de préférence au nom de la liberté, de la justice et de la démocratie; cependant, le gouvernement des Etats-Unis se réserve toute liberté pour déterminer la nature d'un régime susceptible de bénéficier de son soutien total.

Seul un petit nombre de pays sous-développés présentent vraiment un terrain approprié à la démocratie. L'influence d'un gouvernement, qu'elle soit imposée par la force ou par la persuasion, devra être appréciée au vu des résultats des élections à tous les niveaux; plus un gouvernement dictatorial est stable, moins la volonté populaire est à prendre en considération. Cependant, le gouvernement américain, soucieux de l'opinion publique internationale, préfère que les régimes qu'il appuie observent les règles démocratiques, ou maintiennent au moins une façade démocratique.

Pour cette raison, toute institution démocratique devra être favorablement accueillie dans la mesure où elle remplit la condition suivante: adopter une orientation anti-communiste. Si cette condition n'est pas remplie, il faut alors sérieusement envisager la possibilité de modifier cette institution.

3 - Les points faibles caractéristiques des régimes des PA

A la lumière des considérations précédentes, relatives à la politique nord-américaine, il faut porter l'attention sur certaines faiblesses liées à la nature de la plupart des régimes des pays sous-développés.

a) Du fait de l'arriération, de leur formation récente ou d'autres facteurs selon les cas envisagés, les régimes auxquels s'attaque l'insurrection sont généralement peu enracinés et instables. Leurs dirigeants manquent souvent d'expérience, sont divisés et corrompus. Quand apparaissent des dirigeants exceptionnels, souvent leurs actions se trouvent bloquées par une machine gouvernementale inadaptée aux conditions modernes et avec un personnel inefficace et mal rémunéré.

b) Ces faiblesses permettent d'énormes possibilités de contamination des organismes gouvernementaux par l'insurrection. Malgré l'instabilité chronique de ces régimes, le désir de garantir leur continuité est profondément ancré chez les partisans de ces régimes, et représente un atout pour une victoire de la contre-insurrection, qu'elle soit partielle ou totale.

c) Dans la majorité des cas des conflits dans les pays sous-développés, les adversaires en présence revendiquent le monopole de la pureté de leur nationalisme. Mais, l'escalade, souvent rapide, et le caractère, souvent ouvert et public, de l'aide nord-américaine donnent à l'insurrection un avantage psychologique par rapport au régime en question qui risque de passer pour un régime fantôme. La conséquence la plus fréquente de cette situation est l'accroissement de l'hostilité vis-à-vis des Etats-Unis dans le peuple en général, mais aussi au sein des forces armées. Qu'il s'agisse de forces armées soumises au régime ou qui le contrôlent, il est normal qu'elles reflètent la nature de ce régime et ses points faibles. Les intérêts

de l'armée des Etats-Unis, au sein des forces armées du PA, ne se limitent pas aux strictes relations techniques, mais ils impliquent aussi une influence politique dont l'importance est encore plus grande. Dans la plupart des pays nouveaux ou en voie de développement, les forces armées jouent un rôle important dans la vie politique et cela d'autant plus que le régime est confronté à une insurrection armée qui exige une riposte de type militaire.

CHAPITRE III LES TACHES DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT DE L'ARMEE DES ETATS-UNIS

4 - Désignation des objectifs particuliers

Les Services de renseignement sont habilités à obtenir des informations sur la plupart des activités gouvernementales. Mais les intérêts spécifiques de l'armée nord-américaine exigent que pratiquement tous ses efforts se concentrent sur l'intervention au sein des forces armées du PA et au sein des institutions impliquées dans la défense intérieure.

Les objectifs spécifiques des Services de renseignement au sein des forces armées du PA concernent aussi les individus qui occupent des positions clés :

a) dans les organismes nationaux ou locaux avec lesquels les Services de renseignement de l'armée des Etats-Unis travaillent directement;

b) dans les organismes nationaux ou locaux avec lesquels les Services de renseignement de l'armée des Etats-Unis, par le biais de relations de travail, peuvent établir des contacts fructueux qui dépassent le cadre des strictes activités militaires;

c) dans les organismes nationaux ou locaux avec lesquels les Services de renseignement de l'armée des Etats-Unis ne sont pas en relation, ni directe, ni indirecte, et qui, pour cette raison, sont particulièrement

susceptibles d'être contaminés. Après l'armée du PA et ses Services de défense intérieure, une attention particulière doit être portée à l'organisation de la police.

En général, la police au niveau local est plus proche du peuple que l'armée et, pour cette raison, elle peut être une précieuse source d'information, mais, dans le même temps, elle représente un risque plus grand du point de vue de la sécurité. Ce risque peut augmenter quand les membres de la police ne sont pas liés aux forces armées et quand sont recrutés de nouveaux éléments, avec moins d'expérience et dont la période de formation a été assez courte.

Les opérations de l'armée des Etats-Unis en direction des objectifs particuliers cités plus haut ont des objets variés et importants :

- a) protéger les unités de l'armée du PA contre l'infiltration et l'influence d'éléments favorables à l'insurrection ou hostiles aux Etats-Unis;
- b) empêcher que le personnel de l'armée du PA soit tenté de préserver son avenir en développant des contacts, passifs ou actifs, avec l'insurrection;
- c) limiter, à un niveau acceptable, la corruption et l'inefficacité dans les différentes unités de l'armée du PA;
- d) aider à la promotion des fonctionnaires du PA qui font preuve de loyauté vis-à-vis des Etats-Unis;
- e) élargir ce type de protection à toutes les institutions du PA comprises dans le domaine d'intervention de l'armée des Etats-Unis.

La réussite de ces opérations suppose une définition précise des points faibles des différents organismes du PA et que des mesures appropriées soient prises par les Services de renseignement de l'armée des Etats-Unis.

5 - Désignation des points faibles

Les symptômes de vulnérabilité des institutions du PA qui nécessitent d'être détermi-

1. General

As indicated in FM 30-31, most recent insurgencies have taken place in developing nations or in nations newly emerged from former colonies.

U.S. involvement in these less-developed nations threatened by insurgency is part of the world-wide U.S. involvement in the struggle against Communism. Insurgency may have other than Communist origins, in tribal, racial, religious, or regional differences. But, whatever its source, the fact of insurgency offers opportunities for Communist infiltration which, in the absence of effective countermeasures, may culminate in a successful Communist take-over. Therefore, the criterion determining the nature and degree of U.S. involvement is the political stance of the HC government in relation to Communism on the one hand and to U.S. interests on the other.

2. Need for Political Flexibility

The U.S. Army, in line with other U.S. agencies, is not committed irrevocably to the support of any particular government in the host country for a variety of reasons:

- a. A government enjoying U.S. support may weaken in the war against Communist or Communist-inspired insurgency through lack of will or lack of power.
- b. It may compromise itself by failing to reflect the interests of important sections of the nation.
- c. It may drift into extreme nationalist attitudes which are incompatible with or hostile to U.S. interests.

Such factors may create a situation in which U.S. interests require changes of governmental direction enabling the host country to obtain more constructive benefit from U.S. assistance and guidance.

While joint counterinsurgency operations are usually and preferably conducted in the names of freedom, justice, and democracy, the U.S. Government allows itself a wide range of flexibility in determining the nature of a regime deserving its full support.

GROUP 1,
Excluded from
Automatic Declassification

TOP SECRET

Una página del FM 30-31 B, con la indicación de "excluido de la desclasificación automática".

nés et analysés, et sur lesquels les Services de renseignement de l'armée des Etats-Unis doivent agir, sont en particulier :

- a) le manque de confiance politique, les attitudes de doute par rapport au régime, les sympathies pour l'insurrection et la collaboration directe avec cette dernière;
- b) l'anti-américanisme révélé par une attention portée à la propagande faite par l'insurrection, par des heurts entre les fonctionnaires du PA et les différents services de l'armée des Etats-Unis, que ce soit au niveau du travail ou au niveau personnel, ou du fait d'une présence trop visible du personnel nord-américain qui sert de «senior partners» (conseillers);
- c) les liens familiaux entre les fonctionnaires du gouvernement du PA et l'insurrection. C'est une pratique commune qu'une famille répartisse volontairement ses chefs entre le régime et l'insurrection de manière à ce que, quel que soit le camp qui l'emporte, elle s'assure des positions dans le camp du vainqueur. Les liens du sang sont particulièrement impor-

tants dans les unités de la police dont certains membres travaillent souvent dans les secteurs où ils habitent et sont pour cette raison soumis aux pressions de la famille et des amis;

- d) la corruption qui expose l'individu aux pressions des éléments subversifs et qui, quand elle se généralise, mine la confiance populaire dans le régime et favorise ainsi l'extension de l'insurrection;
- e) l'inefficacité qui peut atteindre un degré tel qu'elle gêne les opérations et représente une forme d'aide à l'ennemi. De plus, elle peut cacher certaines sympathies vis-à-vis de l'insurrection; c'est une forme bien connue de sabotage administratif relativement facile à mettre en œuvre et relativement difficile à détecter ou à identifier.

6 - Interventions des Services de renseignement de l'armée des Etats-Unis

Les Services de renseignement de l'armée des Etats-Unis doivent être prêts à conseiller une forme d'action appropriée dans le cas où apparaîtraient des symptômes de

vulnérabilité qui, s'ils se précisent, peuvent constituer des dangers. Ces actions peuvent se traduire par des mesures prises à l'encontre d'individus ou des mesures destinées à faire pression sur des services, des organismes ou, en dernière instance, sur le gouvernement du PA lui-même.

Il est souhaitable que les Services de renseignement de l'armée des Etats-Unis obtiennent la coopération active de l'autorité du PA concernée au moment où ils prennent des mesures à l'encontre de citoyens du PA. Cependant, dans certaines circonstances, ce type de collaboration est empêchée par l'existence d'objectifs ou d'intérêts divergents ou conflictuels, et, dans ce cas, les Services de renseignement de l'armée des Etats-Unis doivent défendre les intérêts des Etats-Unis face à des forces hostiles qui opèrent dans le PA.

Dans le cas de divergences ou de conflits, il faut parfois entreprendre certaines actions punitives à l'encontre d'individus qui peuvent être protégés du fait de leur connaissance d'affaires compromettantes qu'elles soient personnelles, politiques ou administratives. Les actions destinées à influencer ou à faire pression sur les institutions du PA ou sur le gouvernement lui-même supposent que les intérêts nord-américains soient menacés. Les mesures appropriées à une situation donnée peuvent être officielles ou non.

Les formes d'action publiques ne relèvent pas des cas envisagés dans ce document. Mais l'action non-officielle qui implique la clandestinité relève de la responsabilité des Services de renseignement de l'armée des Etats-Unis et d'autres organismes nord-américains.

CHAPITRE IV ORIENTATIONS POUR LES SERVICES DE RENSEIGNEMENT

7 - Considérations générales

La réussite des opérations de stabilisation interne entreprises par les Services de ren-

seignement de l'armée nord-américaine dépend, en grande partie, du degré de compréhension réciproque entre le personnel nord-américain et celui des institutions du PA.

Cependant, indépendamment du degré de compréhension entre le personnel nord-américain et ses homologues dans le PA, la base la plus sûre à toute solution des problèmes des Services de renseignement de l'armée des Etats-Unis, c'est l'existence, dans ces «institutions» du PA, d'individus avec lesquels les Services de renseignement de l'armée des Etats-Unis entretiennent des relations.

Pour cette raison, le recrutement de cadres dans les institutions du PA est une nécessité de première importance.

8 - Recrutement pour les Services de renseignement

En ce qui concerne les objectifs particuliers des Services de renseignement de l'armée nord-américaine, le domaine prioritaire pour les activités de recrutement est le corps des cadres de l'armée du PA. Dans de nombreux pays sous-développés, les circonstances font que les cadres des forces armées sont conservateurs en fonction de leur origine, de leur formation et, par conséquent, sont très réceptifs à la doctrine de la contre-insurrection. Ils occupent une position importante à long terme, car, souvent, ils jouent un rôle décisif dans la détermination de l'orientation de certains pays.

Du point de vue du recrutement, l'attention doit se porter sur les catégories suivantes :

- a) les chefs de familles ayant des liens économiques ou culturels de longue date avec les Etats-Unis ou ses alliés;
- b) les cadres connus pour leurs réactions favorables aux programmes d'entraînement nord-américains, en particulier ceux qui y ont participé;
- c) les cadres destinés à des postes de responsabilité dans les Services de renseignement des PA. Cette catégorie demande une attention particulière, mais pas exclusive.

Les directives en vigueur, destinées aux instructeurs nord-américains des centres d'entraînement aux Etats-Unis, comprennent l'observation des responsables, mentionnés au paragraphe 2 (b) ci-dessus, du point de vue de leur loyauté politique, de leur imperméabilité à l'idéologie communiste et de leur dévouement aux idées démocratiques prônées par les Etats-Unis. Le supplément confidentiel au compte-rendu des stages d'entraînement comprend des renseignements sur les cadres des PA y ayant participé et fournit donc des informations précieuses sur les capacités individuelles de servir d'agent permanent des Services de renseignement de l'armée des Etats-Unis. Les questions de recrutement sont traitées en détail dans le Manuel de campagne 30-31 A, où est définie l'orientation générale à laquelle doivent se conformer les Services de renseignement. Les instructions développées dans le présent document concernent les opérations de recrutement qui ne considèrent pas comme acquises la collaboration des organismes gouvernementaux du PA.

9 - Aide des citoyens nord-américains à l'étranger

Les Services de renseignement de l'armée nord-américaine doivent prendre en compte le potentiel d'aide que représentent les citoyens nord-américains qui travaillent dans les PA, comme source directe d'information, ils peuvent donner des indications pour le recrutement de citoyens du PA comme agents permanents des Services de renseignement qu'ils soient fonctionnaires ou non. Ces citoyens nord-américains peuvent travailler dans des organismes indépendants de l'armée des Etats-Unis, faire du commerce et connaître les moyens de communications de masse qui existent dans le PA.

10 - Infiltration du mouvement insurrectionnel

Le Manuel de campagne 30-31 soulignait l'importance des organismes du PA chargés d'infiltrer des agents dans le mouvement insurrectionnel afin de

mener à bien des opérations de contre-insurrection. Etait signalé aussi le danger que les agents de l'insurrection s'infiltrèrent dans les administrations gouvernementales, dans la police, dans les Services de renseignement des forces armées du PA afin de recueillir des informations. Il faut souligner la possibilité que le manque d'informations des institutions du PA sur les activités des insurgés, dans des secteurs où on en connaît l'existence, peut indiquer que les agents des insurgés ont réussi à s'infiltrer dans ces institutions et sont en position d'anticiper sur les opérations prévues par le gouvernement.

Dans ce contexte, les Services de renseignement de l'armée nord-américaine devront adopter les deux lignes de conduite suivantes :

- a) Ils devront tenter d'identifier les agents infiltrés au sein de l'insurrection pour le compte des services du PA chargés de la sécurité intérieure dans le but d'établir un contrôle secret sur le travail de ces agents pour le compte des Services de renseignement de l'armée des Etats-Unis. (Les méthodes d'intervention dans de tels cas dépendent des conditions particulières à chacun des PA);
- b) Ils devront tenter d'infiltrer des agents de confiance au sein de la direction de l'insurrection en portant une attention particulière au système d'intervention de l'insurrection dans les institutions du PA et en direction de leur personnel. Ils devront garder à l'esprit que l'information sur le personnel et les institutions du PA provenant de l'insurrection, pourra avoir une importance particulière pour définir l'attitude la mieux adaptée que devront adopter les Services de renseignement de l'armée des Etats-Unis et trouver les moyens les plus efficaces pour garantir les intérêts nord-américains.

11 - Les agents destinés à mener des opérations particulières

Il peut arriver soit que les gouvernements des PA fassent preuve de passivité ou d'hésita-

tions face à la subversion communiste ou inspirée par les communistes, soit qu'ils réagissent de façon inadéquate aux conseils des Services de renseignement communiqués par les organismes nord-américains. De telles situations se produisent fréquemment quand l'insurrection cherche à obtenir des avantages tactiques en s'abstenant, pendant toute une période, d'entreprendre des actions violentes pour endormir les autorités du PA en leur donnant une fausse impression de sécurité. Dans de telles circonstances, les Services de renseignement de l'armée des Etats-Unis doivent prendre des dispositions et entreprendre des opérations spéciales pour convaincre le gouvernement et l'opinion publique du PA de la réalité du danger d'insurrection et de la nécessité de préparer des actions de riposte.

Dans ce but, les Services de renseignement de l'armée nord-américaine devront s'infiltrer au sein de l'insurrection en envoyant des agents en mission spéciale avec pour tâche de constituer des groupes d'action spéciale avec les éléments les plus radicalisés parmi les insurgés. Quand apparaît une situation comme celle que nous venons de décrire, ces groupes, agissant sous le contrôle des Services de renseignement de l'armée nord-américaine, devront s'employer à impulser des actions violentes ou non, selon des circonstances. De telles actions pourront s'accomplir suivant les instructions données dans le Manuel de campagne 30-31, selon les caractéristiques des phases II et III de l'insurrection.

Dans certains cas, lorsque l'infiltration d'agents parmi les dirigeants de l'insurrection est insuffisante, l'utilisation d'organisations d'extrême-gauche peut contribuer au succès des objectifs fixés.

12 - Les atouts des Services de renseignement de l'armée des Etats-Unis

Dans le domaine du HUMINT (renseignement humain), le personnel de l'armée des Etats-Unis à l'avantage de travailler absolument à tous les niveaux de l'organisation des Services de ren-

seignement nationaux des PA. En raison de cette coopération, de leur expérience et de leur grande habileté, ils sont en bonne position pour tirer le meilleur parti possible de quelle qu'évolution que se soit dans les relations de collaboration, y compris parmi les fonctionnaires du PA occupant des positions hiérarchiques supérieures. Cette coopération à tous les niveaux permet aux Services de renseignement de l'armée des Etats-Unis d'avoir une connaissance complète et détaillée de l'organisation des Services de renseignement nationaux.

Dans le Manuel de campagne 30-31, il est mentionné qu'il serait souhaitable de constituer des Centres de coordination de la défense intérieure (NIDCC) et des Centres de coordination régionale (ACC) pour coordonner les différentes opérations des services de renseignement, de gestion et de logistique dans le cadre d'une approche unique du problème de l'insurrection.

Cette recommandation a pour but d'améliorer l'efficacité des forces de contre-insurrection du PA. Mais elle peut servir aussi à faciliter l'infiltration des Services de renseignement de l'armée des Etats-Unis dans l'armée du PA.

Le personnel nord-américain, en liaison avec le NIDCC et l'ACC est en bonne position pour étendre son champ d'investigation à l'ensemble de l'organisation des forces armées du PA et pour entreprendre différentes actions dans le domaine de l'administration, de la logistique et du renseignement.

La constitution d'archives centrales et communes au NIDCC permettra d'obtenir des renseignements sur le personnel des institutions du PA et les archives plus confidentielles réunies à l'ACC devront être utilisées dans le même but. Là où on connaît ou suppose l'existence d'archives du PA auxquelles le personnel nord-américain n'a pas accès, il faut envisager sérieusement les moyens d'en prendre connaissance.

W. C. WESTMORELAND
Kenneth G. WICKHAM

Les Etats-Unis envoient des armes et des troupes pour massacrer les Salvadoriens

Janice LYNN

WASHINGTON proclame que l'aide militaire et politique qu'elle apporte à la junte salvadorienne est destinée à empêcher un coup d'Etat d'extrême droite. Mais le véritable but poursuivi, comme l'expliquait récemment encore le correspondant du *New York Times*, Alan Riding, c'est d'éviter «à n'importe quel prix un nouveau Nicaragua».

De fait des officiels du gouvernement panaméen ont accusé Washington «de préparer le terrain pour un coup d'Etat d'extrême-droite au Salvador» (*Latin american weekly Report* du 29 février).

Selon cette revue, le sous-secrétaire d'Etat aux affaires inter-américaines, William Bowdler et Robert Pastor, l'un des spécialistes du Conseil national de sécurité pour les questions latino-américaines, se sont rendus il y a plusieurs semaines à Panama pour y discuter de la situation au Salvador avec le gouvernement panaméen. Lors de cette réunion les deux représentants américains expliquèrent «que le soutien à un coup d'Etat d'extrême droite pourrait être la seule issue possible». A ce point des discussions, selon le rapport qui en est fait, «les Panaméens mirent brutalement fin à l'entretien». Le Département d'Etat et l'ambassadeur US au Panama, Ambler Moss, ont proposé un démenti formel aux informations données par la LAWR, mais l'ambassadeur du Panama aux Etats-Unis, Juan Antonio Tack devait confirmer qu'elles étaient «correctes pour l'essentiel».

Publiquement, l'administration Carter a mis en garde la junte salvadorienne contre l'ex-

trême droite en menaçant de ne pas accorder les 50 millions de dollars d'aide économique et les 7 millions de dollars d'aide militaire si certaines «réformes» n'étaient pas mise en œuvre. Mais visiblement Washington a des doutes que l'actuelle junte puisse se maintenir, même avec le soutien militaire des Etats-Unis.

La junte salvadorienne a pris le pouvoir le 15 octobre dernier avec la bénédiction de Washington en déposant l'ancien dictateur militaire, le général Carlos Humberto Romero. Mais comme son prédécesseur, la nouvelle junte repose presque exclusivement sur les forces armées. Elle doit faire face à l'opposition à la fois des travailleurs et des secteurs d'extrême droite de la classe capitaliste.

«Ce qui permet au gouvernement de se maintenir, c'est le spectre de la guerre civile et le soutien des Etats-Unis», reconnaît une source salvadorienne proche de la junte.

La répression n'a pas diminué, mais s'est accrue depuis la chute de Romero. Selon l'archevêque de San Salvador, Oscar Arnulfo Romero, 660 personnes ont été tuées par la police du régime et l'armée depuis le début de l'année 1980. La plupart des victimes sont des paysans et des ouvriers. La dernière mesure du gouvernement soutenu par Washington a été de décréter pour une période de 30 jours l'Etat de siège pour accompagner ses «réformes» agraires et bancaires. Le but réel poursuivi par la déclaration de l'Etat de siège est d'écraser les organisations révolutionnaires salvadoriennes, les syndicats ouvriers et les organisations paysannes.

C'est ce qu'a reconnu presque explicitement le Département d'Etat américain lorsqu'il a annoncé qu'il se félicitait des «réformes» de la junte parce qu'elles permettraient de contrecarrer «une tentative de prise du pouvoir des marxistes».

De l'autre côté, Washington n'a pas soufflé mot sur la suspension par la junte des garanties constitutionnelles, qui limite tous les déplacements, abroge la liberté de la presse, interdit les manifestations et rassemblements de rues et accorde à la police des pouvoirs encore plus étendus en matière d'arrestations et de détentions (ainsi la police est désormais autorisée à arrêter et perquisitionner sans mandat). Toute personne accusée de trahison, espionnage, rébellion ou sédition est passible des tribunaux militaires.

Des militaires et des armes US ont d'ores et déjà, été employés contre les paysans et les ouvriers du Salvador. L'archevêque Romero a accusé les Etats-Unis d'être complice de la mort de centaines de Salvadoriens. Il souligna comment en novembre dernier le gouvernement US expédia par bateau pour plus de 200 000 dollars de grenades lacrymogènes, de masques à gaz et de gilets pare-balles pour équiper la police salvadorienne en même temps qu'elle lui fournissait un entraînement à la répression «anti-émeutes».

Dans une récente interview, José Leoncio Pichinte, secrétaire général des Ligues populaires du 28 février (LP28) expliquait qu'au cours des derniers mois le gouvernement américain a expédié par bateau 60 tonnes d'armes destinées à la junte, qui ont transité par le port d'Acajutla. Parmi ce matériel figuraient des blindés que la police et l'armée salvadorienne utilisent contre les ouvriers et les paysans.

Selon Leoncio Pichinte, lors d'une grève qui eut lieu à la mi-décembre dans une hacienda d'El Congo, des marines américains participèrent et dirigèrent des opérations militaires qui aboutirent au massacre de 100 paysans. Dans une pleine page parue dans l'édition du 12 mars

du *New York Times*, l'Armée populaire révolutionnaire, liée aux LP28, donnait d'autres exemples de la complicité américaine avec la junte : le 23 janvier, des marines en poste à l'ambassade américaine à San Salvador capturèrent deux étudiants, membres du Bloc populaire révolutionnaire, les séquestrèrent à l'intérieur de l'ambassade avant de les remettre à la Garde nationale. Ces deux étudiants figurent aujourd'hui dans la liste des personnes « disparues ». L'ERP ajoutait : « *Au cours des derniers jours une énorme mission militaire américaine est arrivée dans notre pays : des conseillers et des techniciens spécialisés dans la contre-insurrection, des vétérans de la guerre du Vietnam viennent ici enseigner aux officiers et aux gradés au Quartier général des forces armées. Des techniciens américains spécialisés*

des explosifs donnent des cours à d'autres corps comme la police nationale, la Garde nationale et la police fiscale. »

« *De l'artillerie lourde, des hélicoptères, des blindés légers et lourds et d'énormes quantités de munitions arrivent au Salvador en provenance des Etats-Unis et d'Israël.* »

Washington a confirmé l'envoi au Salvador de ce que le *New York Times* du 24 février appelait « *des équipes d'instructeurs militaires ... qui doivent enseigner à l'armée les méthodes « propres » (sic) de contre-insurrection.* »

Le dirigeant des LP28, Leoncio Pichinte décrivait très bien le caractère de la junte, quelques semaines avant l'annonce des « réformes » : « *Ce qui se passe dans notre pays c'est que certains secteurs de l'oligarchie proposent de résoudre la crise par la répression immé-*

diante. Un autre secteur tente de manœuvrer politiquement, de concert avec l'impérialisme afin d'essayer d'abord d'améliorer son image de marque avant de détruire le mouvement. Au bout du compte les deux secteurs poursuivent les mêmes objectifs et les différences qui les opposent ne sont pas des différences fondamentales. » (1)

La junte soutenue par l'impérialisme américain a désormais opté pour une politique qui mène de pair l'illusion de la réforme et la réalité de la répression.

Cependant ceux qui soutiennent la révolution en Amérique centrale ne se laisseront pas prendre à cette manœuvre. □

(1) Cf interview de Leoncio Pichinte, « *Inprecor* » numéro 72-73.

Document Salvador

ORDEN, les dessous d'une organisation terroriste

L'ORGANISATION démocratique nationaliste (ORDEN, qui signifie ordre en espagnol) a été fondée en 1967, sous le gouvernement de Sanchez Hernandez et son premier dirigeant fut le général Alberto Medrano qui se fit connaître comme tortionnaire lorsqu'il était chargé de la Coordination des services secrets salvadoriens et était l'homme fort de la CIA dans le pays.

ORDEN est dirigé par un Commandement suprême central directement lié aux forces armées et à l'appareil d'Etat.

Au niveau local, ORDEN coordonne son action avec les unités des Corps de sécurité (police et garde nationales, garde fiscale), avec les municipalités et les noyaux de base du Parti conservateur, le parti de l'oligarchie salvadorienne.

A la base, ORDEN est constitué de cellules de 10 à 15 membres sous la direction d'un responsable. Ce responsable est en liaison étroite avec les autorités militaires et policières de la localité.

Si les membres d'ORDEN ne sont pas salariés, ils reçoivent en échange des services rendus de nombreux avantages, particulièrement dans les campagnes (permis de port d'armes, « recommandations » pour trouver du travail, etc.).

La principale tâche d'ORDEN, selon sa propre définition est « *d'organiser les masses pour contrôler les masses* » et de donner « *à l'idéologie fasciste une base de masse* ». En fait les promoteurs d'ORDEN, tentent d'appliquer dans le contrôle des masses à des fins contre-insurrectionnelles, les leçons des expériences militaires impérialistes en Algérie, en Malaisie et au Vietnam. Ces expériences ont été généralisées et théorisées par les spécialistes US de la contre-insurrection au début des années soixante, lorsque les conseillers US venaient aux secours du régime de Saïgon et traquaient aux quatre coins de l'Amérique latine les guérillas castristes (1). La première mission permanente de chaque

membre d'ORDEN est en effet de surveiller la population. Régulièrement le membre d'ORDEN fait un rapport détaillé sur les activités, les discussions, les déplacements de tous les gens qui sont placés dans son aire de contrôle. C'est ainsi qu'il est chargé de prévenir les autorités policières et militaires de l'arrivée, dans un quartier ou un village de tout étranger.

LES LISTES NOIRES D'ORDEN

Après ce travail de renseignements, le groupe d'ORDEN élabore, au niveau d'une localité, d'un quartier, d'une grande propriété agricole etc., une liste des « ennemis du gouvernement » et des « communistes ». Un contrôle particulier est effectué sur ces éléments « dangereux » afin de pouvoir les arrêter ou les neutraliser au moment idoine.

Selon les instructions données aux membres d'ORDEN sont particulièrement visés « *les membres des partis politiques d'opposition, ceux qui se plaignent de leurs conditions de travail, ceux qui disent ne*

(1) Sur la contre-insurrection, cf, par exemple G. Chaliand, « *Stratégie de la guérilla* », Ed. Mazarine, recueil de textes et importante bibliographie.

pas croire en Dieu, ou encore ceux qui disent du mal des patrons et ceux qui disent qu'il est possible d'obtenir des meilleures conditions de vie pour le peuple.»

Les réseaux militants d'ORDEN servent également de canaux privilégiés pour la «désinformation», c'est-à-dire les campagnes de calomnies et

de rumeurs contre l'opposition, le mouvement syndical et pay-san, le déversement de la propagande anticommuniste. Très vite l'organisation ORDEN est passé d'une organisation civile de renseignement et de propagande à des actions contre-terroristes directes. C'est sur la base des renseignements collectés par les milliers «d'oreilles»

(mouchards) de l'organisation que les bandes de terroristes civiles ou paramilitaires peuvent agir, et choisir les victimes de leurs assassinats ou «disparition».

L'organisation ORDEN grouperait plusieurs dizaines de milliers d'«oreilles». Le chiffre de 80000 est le plus souvent cité. □

ORDEN présenté par ses propres fondateurs

Général Sanchez Hernandez :

«ORDEN n'est pas une tentative en plus pour obtenir des voix, mais résulte de toute l'expérience salvadorienne de lutte contre la subversion communiste, ainsi que de l'expérience de nombreux autres pays du monde libre qui ont pu éviter de tomber aux mains du communisme. Des organisations comme ORDEN ont déjà existé aux Philippines, en Malaisie, au Sud Vietnam ainsi qu'au Guatemala, au Honduras et au Mexique, et elles ont été d'une grande aide pour que les gouvernements parviennent à ses fins. Nos alliés du monde libre, qui nous aident à maintenir la démocratie dans ce pays sont également disposés à nous aider dans le cas concret d'ORDEN (souligné par nous). Mais les perspectives d'ORDEN sont si grandioses que même le financement des nations amies ne pourra suffire, non plus que les fonds de l'Etat, pris sur les budgets civils et militaires; il faut aussi nous assurer la collaboration effective du secteur privé. Il ne faut pas oublier que nous sommes en guerre contre le communisme et que dans cette guerre les soldats ne sont pas seulement ceux qui portent l'uniforme mais tous ceux qui ont des intérêts à défendre. Le but de l'organisation ORDEN c'est que les larges masses du peuple s'unissent pour défendre ces intérêts de façon permanente, sans constituer une armée professionnelle ou un parti politique: il s'agit d'une organisation préventive, de sécurité qui recueillera l'information et aidera à contrôler les éléments subversifs. La guerre que mène le communisme est une guerre contre la propriété privée, contre la libre entreprise, contre le gouvernement légalement établi et il faut reconnaître que jusqu'à ce jour le communisme a avancé et est en train de gagner cette guerre. Au Salvador, l'une des faiblesses de la démocratie et de la libre entreprise c'est qu'elles sont défendues par une armée professionnelle et les corps de sécurité. Cela dénature aux yeux du peuple à la fois les rapports entre le gouvernement et les forces armées et les rapports entre le gouvernement et les secteurs économiques.»

Général José Alberto Medrano :

«Messieurs, il ne s'agit pas seulement de la guerre entre les riches et les pauvres mais de la guerre de la nation pour sortir de la misère et

parvenir à la richesse. Et comme dans n'importe quelle guerre, celui qui gagne c'est celui qui a les meilleures armes, plus de moyen, une meilleure information, des hommes mieux préparés et en plus grand nombre, et celui qui est le plus intelligent. Les communistes sont passés maîtres dans l'art de créer des problèmes à un régime qui a résolu de façon satisfaisante les problèmes du peuple et surtout les problèmes des relation entre le capital et le travail.

On a dit de manière un peu dédaigneuse que cela ne vaut pas la peine d'investir de l'argent et de faire des efforts pour créer une autre organisation d'«oreilles» (orejas - les mouchards) et «qu'il est toujours dangereux pour les forces vives du pays d'organiser et d'armer les indiens». Je voudrais vous demander de réfléchir un moment sur le fait que vous tous êtes là, vous ne seriez plus de ce monde, vous n'auriez pas des affaires propres et des maisons luxueuses, vous ne pourriez pas vous offrir des voyages aux Etats-Unis s'il n'y avait pas le travail quotidien et silencieux de ceux que vous appelez les «oreilles». Organiser les indiens, comme vous dites, peut évidemment être dangereux, mais il est temps de voir les réalités en face et de voir que ces réalités elles-mêmes sont dangereuses. Nous qui sommes rassemblés ici, nous savons que la raison principale pour laquelle l'organisation des travailleurs agricoles a été interdite c'est que le café est une culture très délicate, et que vous ne pourriez pas supporter les grèves, les arrêts de travail ou les sabotages des masses organisées dans leurs syndicats. En plus il faut voir que dans chaque organisation qui surgit dans les campagnes, les communistes s'infiltrèrent. Moi, je vois les choses d'une autre façon: tôt ou tard de toute façon, les paysans et les travailleurs journaliers vont s'organiser en syndicats ou en associations. La chose importante c'est de savoir qui va les organiser. Ou bien nous, avec vous, nous les organisons pour défendre les intérêts de la patrie et nos intérêts, ou bien ce seront les communistes qui vont les organiser.

ORDEN met à la disposition de l'Etat salvadorien et des secteurs responsables de ce pays une armée civile, qui peut être armée en 24 heures, qui va défendre le système démocratique et pourra compter jusqu'à 150000 membres. □

La tournée de meetings d'Hugo Blanco

Jean-Pierre BEAUVAIS

La IV^e Internationale a organisé une tournée de meetings en Europe pour Hugo Blanco. Du 11 au 22 mars, notre camarade s'est successivement rendu à Zurich, Genève, Bruxelles, Barcelone, Milan, Stockholm, Goeteborg, Copenhague, Paris et Londres. L'organisation de cette tournée correspondait à plusieurs objectifs : faire connaître la situation actuelle au Pérou alors que s'ouvre la campagne électorale pour les élections du 18 mai; informer sur les débats qui traversent actuellement la gauche dans ce pays, présenter les axes de la campagne que mènent dans ce cadre nos camarades du PRT (Section péruvienne de la IV^e Internationale) et l'ensemble des trotskystes péruviens et, à cette occasion, organiser la solidarité concrète avec eux.

Ces objectifs ont été ac-

complis au-delà de toutes les prévisions. Dans chacun des pays où il est passé, Hugo Blanco a pu s'adresser à de larges auditoires qu'il s'agisse de meetings organisés spécifiquement sur le Pérou, comme ce fut généralement le cas, ou de réunions anti-impérialistes plus larges quand au thème, comme à Londres, ou même lors de l'initiative de clôture à Barcelone de la campagne de la liste constitutive par l'extrême-gauche catalane Unité pour le socialisme. C'est au total près de 15 000 personnes auxquelles notre camarade a pu s'adresser durant les onze jours qu'il a passés en Europe.

Il a, par ailleurs, tenu de nombreuses réunions avec des groupes de militants, ainsi qu'avec des représentants d'organisations latino-américaines venus lui manifester leur solida-

rité, comme à Genève, par exemple, avec des représentants du FSLN Nicaraguayen.

Dans plusieurs pays, enfin, des rencontres avaient été organisées par des comités de soutien aux luttes des peuples d'Amérique latine, comme au Danemark où l'initiative en a été prise par l'organisation *Venstre Sozialistche*. Il s'agissait alors de débattre des actions propres à impulser la solidarité avec l'ensemble des luttes qui se déroulent sur le continent.

Au total, donc, un ensemble de manifestations concrètes d'internationalisme qui ne manqueront pas d'aider les combats en cours en Amérique latine et de donner une aide supplémentaire à la dynamique campagne de nos camarades péruviens.



Communiqué du Bureau politique de la LCR (Section française de la IVe Internationale)

LE comportement de l'OCI et de la LCI pendant le meeting de solidarité avec Hugo Blanco a été proprement inqualifiable. Ces deux organisations avaient accepté de s'associer à cette manifestation organisée à Paris par la LCR, comme dans les principales capitales d'Europe par les sections de la IVe Internationale, pour développer le soutien matériel et la plus large solidarité militante avec la campagne de Hugo Blanco, candidat du PRT (section péruvienne de la IVe Internationale) et soutenu au Pérou par le PST et le POMR.

Or, ces deux organisations n'ont pas hésité à remettre totalement en cause l'objectif de cette initiative par des méthodes indignes de toute organisation ouvrière et à plus forte raison de celles qui se réclament du trotskysme. Nombre de sympathisants et sympathisantes, de travailleuses et travailleurs proches de nos organisations étaient venus pour

manifestar leur solidarité avec la campagne d'Hugo Blanco et s'informer sur les conditions de la lutte de classes au Pérou.

Ils seront repartis totalement désorientés, sinon à jamais dégoûtés après le pitoyable spectacle que l'OCI et la LCI leur ont fait subir.

Par des hurlements continus sur des mots d'ordre qui n'avaient rien à voir avec l'objet de la réunion, en consacrant le plus clair de leurs interventions à des polémiques sur des questions d'intervention en France (sur quarante minutes de prise de parole — nous avions d'un commun accord prévu vingt minutes ! — Lacaze, de l'OCI, ne trouvera que quelques secondes pour évoquer le Pérou en fin d'intervention), en refusant ostensiblement toute participation aux collectes décidées (ensemble !), en gratifiant la camarade Arlette Laguiller de *lazzis sexistes* (qu'on ne supporterait pas

dans la plupart des organisations ouvrières !), l'OCI et la LCI ont organisé l'obstruction dans cette manifestation de solidarité. Nous ne nous laisserons pas impressionner par cette misérable provocation contre une manifestation commune de solidarité internationaliste. Nous poursuivrons partout la confrontation politique avec les militants et militantes de l'OCI et de la LCI. Mais il est bien clair que la LCR n'organisera pas de nouveau meeting avec ces deux organisations si elle estime que les conditions qui ont présidé à la tenue du meeting de Hugo Blanco devaient se reproduire. Les dirigeants de l'OCI et de la LCI, qui abaissent leurs organisations à de telles mœurs en portent l'entière responsabilité devant les travailleurs et devant leurs propres militants.

**Le bureau politique
de la LCR
(section française
de la IVe Internationale)**

Quand «Informations ouvrières» soutient la candidature d'Hugo Blanco

Le dernier numéro de *Informations ouvrières* rend compte du meeting sans bien sûr dire un mot sur l'attitude des militants de l'OCI. Pire, alors que les interventions de Jean-Pierre Beauvais pour la LCR, celle de la LCI et de l'OCI sont en partie citées, pas un mot sur l'intervention de Hugo Blanco. Par contre, toute une série de fausses citations, allusives, tendant à prouver que Hugo Blanco n'est pas un «bon» trotskyste ou qu'il a intronisé Arlette Laguiller comme

«candidate aux élections» présidentielles !

A en croire *Informations ouvrières*, Blanco ne serait pas clair de défendre bec et ongles l'indépendance de classe et il se serait rangé sur des positions correctes grâce aux pressions du POMR et du PST.

Décidément, *Informations ouvrières* a une drôle de conception de l'information. Déjà ses lecteurs n'avaient rien su de tous les débats qui ont eu lieu dans l'extrême-gauche péruvienne au sujet de la candi-

dature de Blanco. Ils ignorent, par exemple, que le POMR (lié au CORQI) soutenait activement l'ARI et menait une dure polémique contre le sectarisme du PST (lié à Moreno). A présent, ils ignoreront tout des positions politiques de Hugo Blanco que, pourtant, l'OCI soutient : car n'est-il pas étrange que *Informations ouvrières* ait préféré faire des allusions crapuleuses plutôt que de reproduire l'intervention de Blanco à la Mutualité pour que ses lecteurs puissent juger sur pièce.

Les plans d'austérité de Carter contre la classe ouvrière

David FRANKEL

DEPUIS la fin de la récession de 1974-75, la plupart des branches de l'industrie américaine ont ramassé d'énormes profits. La classe ouvrière américaine, cependant, a connu une érosion continuelle de ses salaires réels, un taux officiel de chômage avoisinant 6% et des restrictions dans les dépenses gouvernementales en matière de services sociaux.

Aujourd'hui, aux Etats-Unis, les ouvriers doivent faire face à une inflation dont le taux dépasse 18% par an. On peut donner, comme élément de comparaison, le précédent taux d'inflation record de la fin de 1973 et du début de 1974 et qui était de 12%. «*Le niveau élevé de l'actuel taux d'inflation menace la sécurité économique de notre nation*», a déclaré le président Carter, le 14 mars. Et il a présenté tout un train de «*mesures douloureuses*» qui, a-t-il promis, permettrait de juguler l'inflation.

«*Nous devons faire quelque chose avant que le système ne nous éclate entre les mains*», a expliqué un des conseillers de la Maison Blanche. La préoccupation de l'équipe de Carter fut révélée par un porte-parole qui a dit au journaliste du *New York Times*, Terence Smith, «*Si ça marche, nous pouvons gagner les élections*».

Cependant, pour la classe dominante, c'est bien plus que la réélection de Carter qui se trouve en jeu. Comme *Business Week* l'a signalé dans son numéro du 24 mars, à moins que les taux d'intérêt alimentés par l'inflation ne soient contrôlés, «*la nation se trouvera confrontée à une paralysie de ses marchés financiers, avec des taux d'intérêt si élevés qu'ils étoufferont le marché et prépareront un effondrement de l'économie*».

Malgré ces avertissements, le soi-disant train de mesures anti-inflationnistes de Carter

était tout d'abord destiné à mettre en œuvre l'offensive économique contre la classe ouvrière américaine, sans tenir aucun compte de l'impact que cela aurait sur les prix. Par exemple, Carter a annoncé une taxe de 4,62 dollars sur chaque baril de pétrole importé. Les économistes pensent que cette taxe sur les importations de pétrole provoquera une augmentation du prix de l'essence de 10 cents par gallon (1 gallon : 3,78 litres) et un accroissement de l'indice des prix de presque 0,50 %. En clair, la guerre lancée par Carter contre l'inflation est secondaire par rapport aux bénéfices des «*grandes entreprises pétrolières*». Une autre priorité réside pour Carter dans l'augmentation du budget militaire. Il s'est engagé (et à la lumière de la montée de la révolution mondiale, avec lui, la classe dominante toute entière) à maintenir à un niveau élevé les dépenses d'armement.

Si Carter avait réellement voulu contrôler l'inflation, en faisant des coupes sombres dans les dépenses publiques afin de réduire le déficit, le budget gigantesque de l'armement aurait dû être le premier touché. Au contraire, Carter a augmenté les dépenses militaires d'environ 20 milliards de dollars cette année. Les restrictions qu'il propose touchent les dépenses sociales fédérales, qui sont déjà malheureusement insuffisantes : transports publics, emplois, services sociaux, de santé et éducation. Les restrictions vont s'élever à près de 2 milliards pour le budget de 1980 et 13 milliards pour celui de 1981.

Carter a aussi demandé des restrictions dans le domaine du crédit. Tout de suite après son discours, le *Fédéral Reserve Board*, qui fait office de banque centrale américaine, a annoncé une élévation de 3% du taux d'escompte pour les plus grandes banques américaines. Cela

veut dire que le taux d'intérêt de la *Federal Reserve* pour les prêts à ces banques est passé de 13% à 16%, alors que le taux était de 7,4% en 1968.

Cette augmentation des taux d'intérêt va frapper les travailleurs et les petits fermiers qui vont devoir payer plus cher le crédit afin de maintenir leur niveau de vie et, pour beaucoup de travailleurs, il sera tout à fait impossible d'obtenir un crédit.

Les restrictions budgétaires, les augmentations des impôts et des taux d'intérêt sont destinés à provoquer une récession de l'économie. Un taux de chômage élevé et une diminution des salaires, voilà sur quoi repose le programme «*anti-inflation*» de Carter.

Cependant, la demande de crédit est encore forte malgré des taux de remboursement plus élevés. Cela signifie donc que les mesures prises pour élever les taux d'intérêt auront dans l'immédiat un effet inflationniste, étant donné que les commerçants répercutent sur les prix à la consommation, l'augmentation des taux d'intérêt qu'ils sont obligés de payer.

Comme le souligne *Business Week*, Carter joue avec le feu. Si ses mesures ne réussissent pas à atteindre le but désiré, et si les organismes de crédit se mettent à croire que la seule perspective est une accélération constante de l'inflation, toutes les conditions sont réunies pour «*un effondrement total et massif du crédit qui fera que personne ne pourra plus emprunter à quelque taux que ce soit*».

Le résultat pourrait en être une récession beaucoup plus profonde que celle à laquelle veulent arriver Carter et ses conseillers. Même sans récession, les employeurs sont déjà passés à l'offensive. Avec environ 200 000 ouvriers au chômage, la *Chrysler* a fait un chantage auprès des autres ouvriers afin

de leur faire accepter un contrat inférieur à la norme, brisant ainsi une tradition établie depuis longtemps d'accords communs à la GM, Ford, Chrysler et aux autres entreprises de l'automobile. Sous le prétexte de maintenir en activité le géant malade, afin de «sauver les emplois», les ouvriers de Chrysler se sont vu spoliés d'environ 643 millions de dollars sur leurs salaires et leurs primes.

D'autres géants de l'automobile, avec l'aide du gouvernement, essayent maintenant de suivre l'exemple de Chrysler. Le Conseil, mis en place par Carter, pour stabiliser les salaires et les prix, a annoncé, le 7 mars, que le contrat Ford ratifié par l'United Auto Workers (UAW) ne respecte pas les directives de l'administration concernant les salaires. Le contrat veut limiter à 9,5 % l'augmentation de l'ensemble de la masse salariale des travailleurs de Ford alors que l'inflation atteint le double.

Dans le même temps, Ford menace de fermer ses usines géantes de Cleveland. Cette manœuvre a déjà été utilisée par Chrysler pour obliger ses ouvriers à accepter un contrat inférieur à la norme. Des tentatives similaires ont également été faites par un certain nombre d'entreprises de la sidérurgie.

Les responsables syndicaux de l'UAW et de l'United Steel workers ont répondu aux attaques des patrons en se joignant aux grosses compagnies pour condamner les importations de l'étranger qui seraient responsables des problèmes auxquels se trouvent confrontés les travailleurs.

Douglas Fraser, président de l'UAW, a fait, à grand renfort de publicité, en janvier, une tournée au Japon afin de persuader les compagnies automobiles japonaises de produire aux Etats-Unis. Il a demandé la diminution d'importations si les fabricants d'automobiles japonais n'obtempéraient pas.

Dans le cas de l'industrie pétrolière, c'est Carter lui-même qui mène campagne pour un accroissement des profits. Il a déjà réussi à débloquent le prix du brut produit aux Etats-Unis — une mesure qui va coûter environ un milliard de dollars !

(1000 milliards de dollars) aux consommateurs américains au cours de la prochaine décennie.

Mais les compagnies pétrolières ne se sont pas contentées de cela ; elles ont provoqué une grève des ouvriers qui a duré plus de deux mois en refusant d'accorder des augmentations de salaires et des avantages sociaux qui auraient compensé partiellement l'inflation.

Mais la tentative de Carter pour mettre en œuvre une «inflation douce» n'est pas la seule occasion pour la classe dominante de jouer avec le feu. 1980 est l'année de l'élection présidentielle et les travailleurs américains réclament des solutions aux problèmes auxquels ils ont à faire face. Les travailleurs supportent de plus en plus mal d'être dépouillés par les magnats du pétrole et d'être ensuite mobilisés pour la défense des grandes compagnies pétrolières dans le monde.

Au cours de sa campagne présidentielle et de ses campagnes pour les élections locales dans tout le pays, le SWP (Socialist Workers Party) offre une alternative socialiste aux travailleurs américains.

En ce moment, les candidats du SWP soutiennent la construction d'un mouvement contre le recensement pour la conscription et appellent à la mobilisation en solidarité avec les révolutions iranienne et nicaraguayenne et à un travail dans les syndicats pour organiser le soutien aux travailleurs en lutte dans les sociétés pétrolières.

* Le SWP s'oppose aux responsables syndicaux dont le soutien au contrôle des importations ne fait que dresser les travailleurs américains contre les travailleurs des autres pays et il dit que la seule manière pour les syndicats de défendre les travailleurs contre l'inflation et le chômage est la lutte pour la réduction de la semaine de travail, sans réduction de salaire et pour l'échelle mobile des salaires.

* En réponse aux exigences des géants du pétrole et au chantage de Chrysler et des autres monopoles, les candidats du SWP disent : «Nationalisation des industries d'énergie !

Nationalisation de Chrysler et des autres compagnies qui réduisent les ouvriers au chômage ! ». A combien se montent les profits réalisés par ces entreprises irresponsables ? Quels sont leurs plans secrets pour détourner les lois sur la sécurité et pour échapper aux lois sur la pollution ? Quels sont les politiciens qu'ils ont soudoyés, les inspecteurs qu'ils ont achetés, les juges qu'ils ont corrompus ? Comment organisent-ils la pénurie ?

La réponse à toutes ces questions et à bien d'autres encore peut être trouvée par l'ouverture des livres de compte de ces trusts géants et en abolissant le secret derrière lequel ils dissimulent leurs actions. La direction des entreprises nationalisées devrait être confiée à un comité élu. Leurs livres et rapports devraient être rendus publics et toutes leurs réunions devraient être publiques.

Dans ces entreprises, les ouvriers devraient exercer un contrôle sur les conditions de travail et sur toutes les questions de sécurité. Ils peuvent jouer un rôle décisif en garantissant que les opérations des industries nationalisées restent sous le contrôle de la classe ouvrière toute entière. Les candidats du SWP disent : «Ne mourez pas pour les géants du pétrole ! Nationalisez-les ! »

* Enfin, le SWP met à profit ces campagnes électorales pour populariser l'idée d'une action politique indépendante menée par la classe ouvrière. Les candidats du SWP insistent sur la nécessité pour le mouvement ouvrier d'en finir avec la subordination aux partis bourgeois et de créer un parti ouvrier indépendant fondé sur les syndicats.

De telles idées constituent le cadre essentiel nécessaire à toute action de défense effective face aux attaques contre la classe ouvrière américaine. Et parce que l'offensive des capitalistes se fait plus brutale que jamais, les travailleurs commencent à être de plus en plus attentifs quand on leur fait des propositions sur la manière de mettre en pratique ces idées dans leurs syndicats.

Plateformes des deux fractions publiques sur les élections

Nous publierons dans un prochain numéro un article sur la situation en Iran après les élections

Janice LYNN

Le Parti révolutionnaire des travailleurs (HKE) présentait, aux dernières élections parlementaires, huit candidats dans cinq villes en Iran.

Les trois candidats de Téhéran sont des dirigeants du HKE, Shohreh Amin, Babak Zahraie et Mahmoud Sayrafiezadeh qui était en janvier le candidat du HKE à la présidence.

Hamid Shahrabi était candidat à Abadan, dans la province pétrolière du Khouzestan, au sud de l'Iran, et Mustafa Gorgzadeh se présentait à Ahwaz. Les deux candidats viennent d'être libérés de prison, à la suite d'une intense campagne internationale, menée par les défenseurs de la révolution iranienne qui ont démontré que les membres emprisonnés du HKE étaient innocents de tout crime. Grâce à cette campagne, les deux militants anti-shah et anti-impérialistes sont maintenant reconnus et respectés au Khouzestan.

Au nord, dans la province de Guilan, Jalil Vatandoust était candidat, dans le port de Bandar-e Enzeli. Hadi Adib-Moradi, qui lui aussi a été emprisonné, et Hooshang Sepehri, dont les quatre frères sont morts au cours de la lutte contre le shah, se présentaient dans la ville de Rasht.

La campagne du HKE s'est articulée autour de trois axes pour renforcer la lutte contre l'impérialisme US :

1. la solidarité avec les «étudiants islamiques qui suivent la ligne de l'Iman» et qui ont joué un rôle déterminant dans le mouvement anti-impérialiste. Elle insistait sur la nécessité d'une plus large mobilisa-

tion de masse afin de défendre les étudiants et demandait que les étudiants continuent à publier les documents des espions de l'ambassade américaine ;

2. l'unité avec les shoras (comités) d'usine dans leurs luttes quotidiennes et pour la formation de shoras unifiés dans les villes et les villages. Comme le disait le HKE, cela favoriserait la mobilisation des travailleurs et ferait progresser la lutte contre l'exploitation et l'oppression impérialistes.

3. le soutien à la construction «d'une armée de 20 millions d'hommes», pour défendre le pays contre les menaces de l'impérialisme US. Le HKE appelle à l'armement et à la mobilisation de la population organisée dans les shoras ouvriers et paysans.

Le HKE appelait les ouvriers à élire leurs représentants au Parlement. Seule la classe ouvrière iranienne peut mener avec succès la lutte anti-impérialiste. Il demandait aux travailleurs de mener des campagnes indépendantes dans leurs shoras d'usine et de quartier.

Le HKE a expliqué que les acquis de la première année de la révolution iranienne avaient soulevé la question de savoir comment prendre des mesures radicales pour se débarrasser une fois pour toutes du joug impérialiste.

Il proposait pour cela une série de mesures :

* l'abolition de la dépendance économique à l'égard de l'impérialisme en nationalisant et en expropriant,

sans indemnisation, tous les capitaux, banques et industries qui sont la propriété des impérialistes, et en les plaçant sous le contrôle des shoras ouvriers,

* l'établissement d'un monopole du commerce extérieur,

* la dénonciation et l'abrogation de tous les traités militaires signés avec Washington et les autres Etats capitalistes durant le régime du shah,

* l'expropriation et la remise en marche, sous contrôle des shoras, des entreprises privées qui ont fermé leurs portes, afin de créer des emplois pour les chômeurs,

* la mise en œuvre de travaux publics, tels que la construction d'écoles, d'hôpitaux, de crèches, de jardins publics, de bibliothèques et, par-dessus tout, de logements, afin de créer des emplois pour tous les Iraniens,

* la relance de l'agriculture en donnant satisfaction aux revendications des paysans concernant la terre et la mise en œuvre d'un programme révolutionnaire, concernant la question agraire, avec distribution des terres des grands propriétaires sous le contrôle des shoras paysans,

* pour la semaine de travail de 35 heures, sans réduction de salaire, afin de procurer des emplois à tous,

* pour la mise en œuvre immédiate d'un plan national afin d'éliminer l'analphabétisme et d'assurer à tous

un service de santé, des allocations de chômage et de retraite,

* la révélation au grand jour de tous les crimes

impérialistes, le blocage et le sabotage de la production par les capitalistes par l'ouverture des livres de compte des capitalistes, sous le contrôle des shoras.

pour la création de shoras de pêcheurs.

Vatandoust montre comment les exemples donnés par les 37 shoras qui se sont réunis dans la province de Guilan et par la création de comités de coordination des 19 shoras de quartiers à Bandar-e Enzeli, sont positifs. Les shoras de quartier qui se sont développés lors des luttes pour la terre et sur les questions liées au logement, se sont unifiés contre l'exploitation des propriétaires. Vatandoust expliquait que les shoras de quartier peuvent s'occuper de questions allant de l'aide aux familles dans le besoin jusqu'au contrôle du conseil municipal et à l'élection du maire.

A Rasht, les candidats du HKE, Adib-Moradi et Sephiri ont manifesté leur solidarité avec les ouvriers des grandes usines de confection, de fabrication de tapis et des ateliers de tissage. Ces ouvriers se sont organisés en shoras lors des luttes dures contre les patrons qui voulaient diminuer leur niveau de vie et saboter l'économie. Les tisserands de tapis ont fait un sit-in pour protester contre la suspension de trois membres de leurs shoras. Au cours de cette lutte, le candidat du HKE a pris la parole pour leur apporter son soutien.

La lutte contre le chômage constitue aussi un axe très important. Un sit-in ayant réuni 5 000 chômeurs a obtenu la promesse du gouverneur de créer 500 emplois. Mais rien n'est venu. Les candidats du HKE exigeaient qu'un programme de travaux publics soit mis en œuvre pour créer des emplois et que la semaine de travail soit réduite à 35 heures, sans diminution de salaire. Cela permettrait aux travailleurs, soulignaient aussi les candidats du HKE, d'avoir plus de temps pour participer à la défense de la révolution et de ses acquis.

A Téhéran, les candidats rapportaient que leur campagne recevait un bon accueil, en particulier chez les travailleurs qui avaient participé aux manifestations de solidarité avec les «étudiants islamiques qui suivent la ligne de l'Imam». □

POUR LES DROITS DES NATIONALITES ET DES FEMMES

Afin que l'unité de toutes les nationalités d'Iran se fasse dans la lutte contre l'impérialisme, le HKE demandait la reconnaissance de tous leurs droits nationaux aux nationalités opprimées, les Kurdes, les Azerbaïdjanais, les Balouches, les Arabes et les Turkmènes. Il réclamait le retrait de toutes les troupes des régions où se vivent ces nationalités.

Le HKE a souligné aussi la participation massive des femmes dans le mouvement pour renverser le shah et le rôle important qu'elles jouent dans la lutte quotidienne contre l'impérialisme. Afin d'élargir leur participation dans ces batailles anti-impérialistes décisives, tous les obstacles doivent être renversés pour établir l'égalité des droits pour les femmes. Ceci veut dire «à travail égal, salaire égal», des centres de soins de jour gratuits, l'égalité des droits en matière de mariage et de divorce et le libre choix des femmes pour ce qui concerne la contraception et l'avortement.

Le HKE demandait la création d'un gouvernement qui s'engage à défendre les intérêts des ouvriers et des

paysans. A cet égard, le rôle des shoras dans les villes et les campagnes est décisif, disait le HKE. Afin d'assurer le succès de la lutte anti-impérialiste et garantir les acquis de la révolution, il faut mettre en place un gouvernement des ouvriers et des paysans — un gouvernement de la majorité — composé de délégués élus par les shoras.

LA CAMPAGNE EN PROVINCE

Les candidats du HKE au Khouzestan, Shahrabi et Gorgzadeh, ont proposé plusieurs mesures pour apporter des solutions aux problèmes provoqués par les récentes inondations dans cette région. Ils exigeaient que tous les biens des capitalistes et des grands propriétaires terriens soient mis à la disposition des victimes des inondations. Un autre point essentiel de leur programme exigeait la reconnaissance des droits nationaux des Arabes du Khouzestan afin de renforcer la base populaire de «l'armée des 20 millions».

A Bandar-e Enzeli, le candidat du HKE, Jalil Vatandoust, a axé sa campagne sur le soutien aux luttes des pêcheurs et



(Le Parti révolutionnaire des travailleurs — HKE — et le Parti socialiste des travailleurs — HKS — font tous deux partie de la section iranienne de la IVe Internationale. Le précédent article présente la position du HKE sur les élections au Parlement qui ont eu lieu le 14 mars en Iran. L'article ci-dessous reproduit la déclaration faite le 2 février par le comité exécutif du HKS, sur ces élections).

LE Conseil de la révolution islamique a annoncé que tous les partis politiques, organisations ou groupes, quelle que soit l'idéologie qu'ils défendent, pourront participer aux élections parlementaires. Nous accueillons avec satisfaction cette déclaration, si toutefois elle ne reste pas purement formelle, et nous déclarons que nous sommes prêts à participer à ces élections.

Nous exigeons du Conseil de la révolution islamique, — et c'est également l'exigence de toutes les forces responsables et révolutionnaires —, qu'il tienne parole et que toutes les conditions nécessaires au déroulement d'une campagne libre soient clairement garanties à tous les candidats afin qu'il n'y ait aucune discrimination à l'égard de qui que ce soit, ni d'aucun groupe que ce soit.

Nous n'accepterons aucune disposition visant à apporter des restrictions au déroulement de la campagne pour ces élections. En y prenant part, nous nous opposerons à toutes les limitations officiellement annoncées ou imposées non officiellement. Toute restriction apportée aux libertés politiques, lors des élections pour le premier parlement de la période révolutionnaire, porterait un coup sévère à la révolution iranienne. Le Conseil de la révolution islamique portera la responsabilité directe de toute mesure anti-démocratique ou de tout sabotage qui se produi-

raient lors des élections.

Nous disons clairement que notre participation à ces élections n'implique en aucune manière que nous approuvions la nouvelle Constitution ou la nouvelle constitution ou la façon dont elle a été rédigée et ratifiée. La constitution doit défendre les intérêts des masses être rédigée et ratifiée directement par leurs représentants dans une Assemblée constituante démocratique et révolutionnaire. Nous poursuivrons notre lutte pour la convocation d'une telle Assemblée.

Il est clair que nous n'acceptons pas le type de gouvernement prévu par la nouvelle constitution. Afin de résoudre la crise dévastatrice imposée à notre pays par le capitalisme et l'impérialisme, le pouvoir politique doit être centralisé dans les mains des ouvriers et des travailleurs des villes et des campagnes. L'établissement d'un Gouvernement ouvrier et paysan, fondé sur l'indépendance des shoras ouvriers, est la tâche centrale et immédiate de la révolution iranienne. Nous poursuivrons notre lutte pour accomplir cette tâche.

Empêcher la participation à ces élections de certaines forces politiques, sous prétexte qu'elles n'ont pas reconnu la « Constitution » est une mesure anti-démocratique prise à l'encontre des objectifs de la révolution et contre les intérêts des masses laborieuses et

opprimées. En outre, une telle décision est illégale. Il est prévu dans la nouvelle constitution elle-même la possibilité de modification.

En participant à ces élections, nous voulons aider à l'organisation d'un front indépendant des travailleurs et des ouvriers et offrir la seule solution révolutionnaire réelle, pour résoudre la crise actuelle de la société et faire progresser la révolution iranienne, c'est-à-dire la solution socialiste et anti-impérialiste.

La seule voie menant à la victoire de la révolution passe par l'unité des ouvriers et des travailleurs, au travers des shoras indépendants organisés au niveau national, luttant pour l'expropriation totale du capitalisme et de l'impérialisme et pour l'établissement du contrôle ouvrier sur la production sociale. Les revendications de tous les opprimés de la société ne peuvent aboutir que grâce à une telle unité militante.

Si on ne lutte pas contre l'exploitation capitaliste et le système d'oppression, il n'y a aucune possibilité d'accomplir les tâches fondamentales de la révolution : libertés civiles et politiques, établissement d'un régime démocratique, abolition de la grande propriété terrienne en liaison avec une réforme agraire fondée sur la défense des intérêts des paysans pauvres, l'émancipation du joug de toute oppression nationale, pour les minorités nationales en Iran, et l'exercice de leur droit à l'auto-détermination, l'égalité des droits pleine et entière pour les femmes et la satisfaction des revendications essentielles des masses opprimées d'Iran.

En participant à ces élections, en présentant et en expliquant le programme d'action des travailleurs, qui contient notre programme de lutte et les solutions à la crise actuelle de la société, nous ferons tout notre possible pour forger l'unité militante des ouvriers et des paysans et pour mobiliser leurs forces à l'échelle nationale de façon indépendante.

Afin de rendre cette lutte aussi efficace que possible, il

est indispensable que toutes les forces représentatives des ouvriers et des travailleurs s'unissent. Nous appelons tous les individus, les groupes et les partis qui comprennent l'importance qu'il y a à développer une lutte indépendante des couches laborieuses et à renforcer leurs propres rangs, à participer à ces élections en construisant un front unique ouvrier et socialiste, c'est-à-dire un front anti-impérialiste et anti-capitaliste, et à aider de cette façon à faire

progresser le développement de la lutte des travailleurs et des opprimés en Iran.

La classe ouvrière elle-même doit jouer un rôle central dans la construction d'un tel front unique ouvrier et socialiste. En organisant des shoras d'usines dans la plupart des unités de production, la classe ouvrière a posé les premières bases de ce pouvoir ouvrier. La lutte pour l'unification de ces shoras d'usine à

l'échelon national ouvrira la voie à l'établissement d'un pouvoir ouvrier dans le pays tout entier. L'intervention directe de ces shoras lors des élections est un pas important en vue de leur unification et pour leur intervention dans la politique du pays. C'est pourquoi nous annonçons que nous sommes prêts à aider tous les shoras ouvriers qui souhaiteraient présenter leurs candidats indépendants à ces élections. □

Afrique du sud

Mort de Ben Kies

Ernest HARSCH

BEN M. Kies qui a lutté pendant plus de quarante ans contre le régime raciste d'Afrique du Sud, est mort au Cap le 19 décembre 1979.

Kies a consacré les derniers moments de sa vie au combat qu'il n'a cessé de mener, c'est-à-dire à la lutte contre le système qui assure la domination des blancs et à la défense de ceux qui se battent pour une société plus juste et sans racisme. Il est mort en plein tribunal alors qu'il défendait quatre militants inculpés aux termes de la loi draconienne «anti-terroriste» promulguée par le régime d'apartheid.

Fils d'ouvrier, Kies est né au Cap en 1917. Classé comme «personne de couleur» (c'est-à-dire métis), il a appris dès son enfance ce que signifiait être «non-européen» en Afrique du Sud et il a subi la discrimination raciale sous tous ses aspects.

Kies a grandi pendant une période troublée de la vie politique en Afrique du Sud et Le Cap — bastion traditionnel des luttes — fut le théâtre de nombreux conflits. De nombreuses organisations politiques et syndicales avaient leurs locaux dans cette ville et les manifestations,

les rassemblements anti-gouvernementaux étaient chose courante.

Au début des années trente, plusieurs groupes trotskystes se constituèrent en opposition à la politique de collaboration de classe du Parti communiste. Ils étaient principalement implantés au Cap. Des conférences et des débats organisés par les trotskystes réunirent une assistance importante. Kies avait à peine vingt ans quand il devint trotskyste et entra dans le Parti ouvrier d'Afrique du Sud (WPSA), l'un des deux principaux groupes trotskystes. Puis Kies suivit les cours de l'université du Cap où il obtint une licence puis un doctorat. Il enseigna ensuite au lycée de Trafalgar. Il anima avec ses remarquables qualités pédagogiques le New Era Fellowship, un club d'études marxistes et de formation pour les jeunes militants.

En 1939, Kies représenta le WPSA et le New Era Fellowship à une conférence du Front uni des «non-européens» qui fut une des premières tentatives d'unité dans la lutte contre l'oppression raciale, entre les trois secteurs de la population noire — les Africains, les mulâ-

tres et les indiens —. Cependant Kies et les trotskystes furent rapidement exclus du Front par la direction du Parti communiste.

Au début des années quarante, la population de couleur de l'ouest du Cap se souleva et organisa une série de manifestations et de boycottages pour lutter contre de nouvelles mesures de ségrégations, en particulier contre la création d'un ministère «des gens de couleur» (CAD).

Kies était le principal dirigeant de la plus importante des organisations qui menaient le combat contre le CAD. Il fut aussi l'un des principaux protagonistes du tournant opéré par la Ligue des enseignants d'Afrique du Sud qui s'engagea dans la lutte contre la ségrégation. Pendant vingt ans, il dirigea la publication de l'organe officiel de la Ligue, *Educational Journal*.

En 1943, le comité anti-CAD s'unifia avec plusieurs organisations noires et constitua le Mouvement unifié des «non-européens» dans lequel Kies joua un rôle central aux côtés d'I.B. Tabata (à cette époque le WAPSA était passé dans la clandestinité et devait peu après

disparaître en tant qu'organisation).

A la fin des années quarante, Kies passa une année à voyager et à étudier. Il se rendit en Yougoslavie où il observa l'évolution de la révolution socialiste. Il se mit au service de ce pays et participa aux efforts de reconstruction.

A son retour en Afrique du Sud, il publia sa «*Contribution des peuples non-européens à la civilisation mondiale*», le plus connu de ses écrits.

Le rôle de premier plan qu'occupait Kies, en tant qu'opposant à la domination des blancs, fit de lui la cible de la répression gouvernementale. En 1948, il fut inculpé avec 9 autres militants pour «*incitation publique à la violence*» et à «*la haine raciale*» pour avoir organisé une campagne contre les nouvelles mesures de ségrégation raciale dans les che-

mins de fer. En 1956, il fut licencié pour raisons politiques de son poste d'enseignant. Il fut aussi «*interdit*», ce qui représentait une interdiction légale de poursuivre pratiquement toute activité politique.

Ne pouvant plus enseigner, Kies entreprit alors des études de droit et devint le premier avocat de couleur en Afrique du Sud. A ce titre, pendant les vingt années suivantes, il fut connu comme le défenseur de ceux qui étaient persécutés pour leurs idées par le régime d'apartheid, dans de nombreux procès politiques.

Malgré les critiques sectaires du Mouvement de la conscience noire à son égard — le courant nationaliste noir le plus important à l'heure actuelle en Afrique du Sud —, Kies accepta cependant d'assurer la défense des militants de ce mouvement en butte à la répression gouvernementale.

Durant les dernières années de sa vie, Kies participa de façon très active, à la vie politique en particulier en 1976, quand éclatèrent les soulèvements noirs de masse (Soweto) auxquels le régime répondit par la répression policière la plus féroce. Un grand nombre de militants politiques inculpés aux termes des lois répressives de Prétoria lui demandèrent d'assurer leur défense.

La mort de Kies n'est pas passée inaperçue dans la presse sud-africaine. Le journal libéral *Cap Times* du 20 décembre, le décrit comme «*un homme volontaire et un remarquable intellectuel*» qui fut «*le défenseur infatigable des pauvres et des faibles*»...

Sa disparition sera durement ressentie parmi les opposants au régime d'apartheid. □

INPRECOR

(Supplément hors abonnement)

Textes et résolutions du XIe Congrès mondial de la IVe Internationale

Offre spéciale jusqu'au 15 avril

25 francs français au lieu de 30 francs français (352 pages)

bon de commande

Nombre d'exemplaires

Nom et prénom

Adresse

Pays

VERSEMENT :

Chèques postaux ou bancaires à l'ordre de PEC (Presse-Edition-Communication)
2, rue Richard Lenoir - 93100 - MONTREUIL

ou VIREMENT à l'ordre de :

PEC - BNP

153, rue de Paris - 93100 - MONTREUIL

Compte numéro 230 179/90

Le retour au pouvoir d'Indira Gandhi

Pierre GOUSSET

DEPUIS plus de dix ans, en Inde, la démocratie parlementaire bourgeoise est soumise à des tensions croissantes. Cette instabilité politique de la démocratie bourgeoise est due à l'érosion constante des bases aussi bien matérielles que politiques du pouvoir de la bourgeoisie indienne.

D'une part, le Parti du Congrès qui avait accumulé un énorme prestige auprès des masses grâce au rôle dirigeant qu'il avait joué dans la lutte pour l'indépendance nationale — et à la trahison de cette lutte par les staliniens en 1942 — a vu la lente érosion de son crédit après 25 ans d'exercice du pouvoir. La mort du dirigeant charismatique y contribua incontestablement dès la fin des années soixante. Mais, fondamentalement, cette érosion exprima la faillite du Congrès qui n'a pas su résoudre les problèmes fondamentaux des masses : misère, sous-emploi massif à la campagne, surexploitation des travailleurs sans terre et du semi-prolétariat des villes, famines périodiques comme celle de 1966 qui provoqua une situation semi-insurrectionnelle au Bengale occidental.

D'autre part, la récession économique de la fin des années soixante et les conséquences financières de la dernière guerre entre l'Inde et le Pakistan provoquèrent une intensification de la lutte des classes qui a abouti à la grève des cheminots en 1975 et à des luttes de masse explosives à Gujarat et Bihar. Cette situation a, de plus, été aggravée par les conséquences sur l'économie indienne de la récession mondiale de 1974. Tout cela a précipité la démoc-

ratie bourgeoise, déjà chancelante, dans une crise aiguë à laquelle le régime d'Indira Gandhi répondit par la proclamation de l'état d'urgence et par la répression brutale des luttes de masse, par l'arrestation de nombreux militants du mouvement ouvrier et de politiciens de l'opposition bourgeoise.

En mars 1977, les élections générales marquèrent la défaite du régime d'Indira Gandhi qui avait imposé l'état d'urgence.

Dans la période post-1977, l'évolution politique en Inde fut marquée par une lutte permanente pour le pouvoir entre la bourgeoisie industrielle et la bourgeoisie agraire, au sein de la coalition bourgeoise qui s'était constituée avec la création du Parti Janata.

Ce parti était un conglomerat incohérent de l'ancienne droite bourgeoise traditionnelle, axée autour du parti raciste hindouiste *Jan Sang*, des secteurs du Parti du congrès qui avaient scissionné avec le vieux politicien Morarji Desai, des représentants de la nouvelle bourgeoisie rurale stimulée par la «révolution verte», des défenseurs petits-bougeois et bourgeois des «droits de l'homme» attaqués par Indira Gandhi, des morceaux de la social-démocratie autour du dirigeant des cheminots Georges Fernandez. Il fut même soutenu électoralement par le Parti communiste (marxiste), la plus forte des deux formations d'origine stalinienne que connaît l'Inde (initialement chinoise, aujourd'hui proche de positions «eurocommunistes»).

Pareille coalition n'a pas résisté longtemps à l'épreuve du pouvoir. Sa décomposition mar-

qua l'échec du projet de la bourgeoisie d'instaurer un système bipartite viable. Il en découla une perte croissante d'autorité pour le gouvernement central et l'atomisation progressive des forces politiques bourgeoises.

Autres caractéristiques de la période post-1977 : la nouvelle montée des luttes de classe et de masse, la baisse du taux de croissance de la production industrielle et la volonté de domination de plus en plus affirmée de la part de la bourgeoisie agraire. Tous ces éléments ont finalement abouti à une crise du pouvoir politique bourgeois en Inde.

La période intermédiaire, 1977-1979, fut aussi caractérisée par l'absence d'alternative prolétarienne, indépendante, de masse, existant au niveau national.

LES CONSEQUENCES DES ELECTIONS DE JANVIER 1980

Les élections parlementaires de janvier 1980 ont modifié radicalement la situation politique. Le Parti Janata s'est effondré ; le Parti du congrès d'Indira Gandhi a remporté une victoire écrasante, obtenant les deux-tiers des sièges à la Chambre basse (*Lok Sabha*).

Le reste des sièges est éparpillé entre des formations régionales et des indépendants. Parmi les élus du Janata, il y a quelques sociaux-démocrates. (Le *Lok Dal* est le parti de la bourgeoisie rurale cossue, originellement, c'est une scission du Parti du congrès).

RESULTATS DES ELECTIONS
DE JANVIER 1980

Sièges à attribuer	525
Congrès d'Indira Gandhi	351
Janata	31
Lok Dal	41
PC(Marxiste)	35
PC(pro-Moscou)	11
RSP	4
Forward Bloc	3
DMK(Parti régionaliste)	16
Le RSP et le Forward Bloc sont les alliés centristes du PC(M) au gouvernement du Bengale occidental.	

Trois éléments essentiels se dégagent de ces résultats électoraux. D'abord, le Parti du congrès d'Indira Gandhi est apparu comme le seul parti derrière lequel pouvait se regrouper la bourgeoisie indienne. Il a remplacé la coalition fragile qu'était le Parti Janata qui tentait de

défendre à la fois les intérêts bourgeois et petits-bourgeois, du secteur industriel et agricole. Une fois de plus, c'est le capital industriel qui s'est emparé du pouvoir politique, ce qui est une nouvelle illustration de la thèse marxiste sur le mode de production capitaliste dominant en Inde.

Contrairement à un mythe répandu par la bureaucratie soviétique et beaucoup de PC pro-Moscou — à commencer par celui de l'Inde et par son chef Dange —, ce capital industriel est nettement un capital monopoliste. Selon Ajis Roy (*Political and Economic Weekly* - 5 janvier 1980), les avoirs des vingt principaux groupes monopolistes privés ont augmenté de près de 40 % entre 1974 et 1977, de 37 à 51 milliards de roupies.

Dans la mesure où la bourgeoisie rurale a réussi à s'organiser pour défendre ses intérêts propres au niveau politique à travers un parti — *Lok Dal* —, cela représentait un défi au grand capital. Or ce défi a été mis en échec par la bourgeoisie industrielle. A l'heure actuelle, son existence politique indépendante, au niveau national, est même compromise par les résultats des élections.

Ensuite, l'absence d'alternative socialiste claire aux différentes variantes de la politique bourgeoise a puissamment aidé la bourgeoisie à stabiliser sa domination politique au niveau national.

Les deux principaux partis ouvriers, le PC (M) et le PC (pro-Moscou), sont engagés depuis des années dans une politique

Inde - Quelques données économiques

INDIRA Gandhi arrive au pouvoir dans un contexte économique désastreux.

L'année fiscale qui va d'avril 1979 à mars 1980 a été marquée par une chute en termes absolus de 2% du Produit national brut (PNB), ce qui avec le taux de croissance démographique représente une chute réelle de 4% du PNB par habitant.

Cette chute de la production est due à un recul de la production agricole consécutif à une importante sécheresse. La production de céréales a été de 115 millions de tonnes seulement (pour comparaison la production de céréales en République populaire de Chine, dont la population est une fois et demi celle de l'Inde a été plus de deux fois supérieure, atteignant 300 millions de tonnes).

La production industrielle a également subi un recul par suite des coupures d'électricité, de la stagnation de la production de charbon, de la réduction des importations de pétrole vu le renchérissement

des cours du brut, et de désordres dans les chemins de fer et des faiblesses de l'infrastructures en général.

Cette chute de la production est aggravée par une inflation qui a dépassé les 20% en 1979. Cette inflation est essentiellement nourrie par le déficit budgétaire et par la spéculation qui s'est produite sur les produits alimentaires à la suite de la mauvaise récolte.

Le déficit budgétaire a atteint 35 milliards de roupies (1) en fait 65 milliards de roupies si l'on ajoute les déficits de chaque Etat de la confédération. Indira Gandhi avait promis au cours de sa campagne électorale de mettre fin à l'inflation mais aucune mesure allant dans ce sens ne figure dans le premier budget intérimaire qu'elle a adopté.

Manifestement son gouvernement ne veut pas réduire les subventions aux produits de première nécessité et aux produits pétroliers. Une telle réduction aurait signifié une réduction considérable du

pouvoir d'achat des paysans et des travailleurs. Mais ce n'est là que partie remise pour Indira Gandhi qui attend les élections qui doivent survenir en mai et juin prochains dans les Etats où elle a dissout les gouvernements locaux d'opposition, avant de prendre des mesures draconiennes.

Mais le résultat de la nouvelle politique gouvernementale c'est une diminution radicale des investissements publics, ce qui ne manquera pas de peser sur la croissance de la production dans les années à venir.

On lui prête également l'intention de réorienter la planification en accordant la priorité à l'industrie lourde, essentiellement centrée sur la construction massive de centrales nucléaires. L'Inde serait ainsi le premier pays au monde où dans 20 ans plus de la moitié des besoins en électricité seraient couverts par la production électro-nucléaire.

(1) La roupie vaut 0,08 US dollar.

de collaboration de classe systématique et institutionnalisée avec différentes fractions de la bourgeoisie. Le PC (pro-Moscou) avait appuyé sans réserve le régime de l'état d'urgence d'Indira Gandhi. Il l'avait soutenue même pendant la campagne électorale de 1977. Avec son opportunisme coutumier, il avait d'ailleurs fait son autocritique à ce propos... après le désastre électoral qu'Indira Gandhi a subi en 1977.

De son côté le PC (M) avait appuyé à fond la coalition Janata aux élections de 1977 et lui a accordé un soutien (fût-il critique) en 1979-1980. En outre, il dirige dans trois Etats des gouvernements de coalition avec des partis ouvriers centristes et des partis bourgeois, y compris des formations réactionnaires comme la Ligue musulmane (*Muslim League*). Ces gouvernements ont maintenu les structures capitalistes dans ces Etats avec tout ce que cela implique pour les masses.

Les partis de gauche avaient présenté aux élections le projet de constituer un bloc multi-classe, appelé le Front démocratique de gauche. Celui-ci n'est pas apparu comme une alternative crédible au niveau national face aux propositions de la bourgeoisie. Ils n'ont donc pas élargi leur base ni leur audience au-delà de leurs bastions traditionnels. Le PC (M) n'est pas non plus apparu comme un parti représentatif au niveau national. Les tentatives de rapprochement des deux PC reflètent, sans aucun doute, la volonté d'unité de la classe ouvrière. Mais leurs politiques sont toujours déterminées par la collaboration de classe.

Ainsi, par l'absence totale d'alternative globale, la bourgeoisie a réussi à résorber sa crise de domination politique. Dans une situation économique qui se dégradait rapidement et qui frôlait la catastrophe, la bourgeoisie a réussi à tromper, une fois de plus, les espoirs des masses en instaurant un gouvernement central fort et stable. Le choix de ce type de gouvernement par la bourgeoisie qui représente, dans la période ac-

tuelle, la principale condition pour le développement du marché intérieur dans un pays aussi vaste et divers que l'Inde avec sa structure fédérale — condition d'autant plus nécessaire que le Parti Janata n'a pas su la remplir — a coïncidé avec les espoirs diffus des électeurs d'une amélioration de leur niveau de vie ce qui s'est traduit par le bouleversement des schémas traditionnels de leur comportement.

Un troisième aspect du résultat électoral, c'est l'échec total de la coalition Janata-*Lok Dal* à regrouper l'essentiel du vote rural derrière des candidats dits paysans. Cet échec reflète la différenciation croissante au sein du village indien, entre une bourgeoisie rurale de plus en plus riche d'une part et une masse de paysans (travailleurs agricoles) sans terres d'autre part.

Cet échec est particulièrement frappant à la lumière de la tentative de Jagjivan Ram, lui-même d'origine «paria» (*harijan*), de mobiliser les voix de dizaines de millions de parias en faveur du Parti Janata, dont il apparut comme un des principaux dirigeants, voire le candidat Premier ministre. L'idée qu'une solidarité de caste garde le dessus sur la différenciation de classe s'est donc révélée illusoire.

Il est vrai que l'immense majorité des «intouchables» sont des travailleurs sans terre à la campagne et des semi-prolétaires marginalisés dans les villes. Mais Jagjivan Ram lui-même est un multi-millionnaire qui a joué un rôle dirigeant dans un gouvernement qui n'a en rien amélioré le sort des déshérités. Ceux-ci commencent à prendre conscience de leurs intérêts de classe propres. Ils sont engagés dans un nombre croissant de luttes directes, ils sont victimes d'un nombre croissant d'actions répressives sanglantes déclenchées par les paysans riches. Dans ces conditions, ils ont refusé massivement d'apporter leur soutien aux candidats Janata-*Lok Dal* qu'ils identifiaient avec leur ennemi de classe immédiat.

Cela marque une étape importante de la prise de conscien-

ce politique des travailleurs sans terre, les alliés naturels de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier, problème auquel les marxistes révolutionnaires devraient porter une attention plus grande.

Les élections générales de 1980 ont aussi montré l'échec total des politiques suivies par les différents partis de gauche pour lutter contre l'autoritarisme. Leurs politiques de soutien à certains secteurs des exploités pour lutter contre l'autoritarisme, en particulier celle du PCI (M) qui depuis juillet dernier a apporté son soutien au *Lok Dal*, — par opposition à une politique de mobilisation indépendante des masses, organisées démocratiquement et sous la direction du prolétariat — a aidé Indira Gandhi, leur principale cible dans la lutte contre l'autoritarisme, à renforcer ses positions et à prendre le pouvoir.

Comme le souligne le manifeste électoral de la Ligue communiste (LC), section indienne de la IV^e Internationale, l'autoritarisme est un produit du système capitalisme dans un pays arriéré comme l'Inde. Comme l'a montré la LC dans ses différentes résolutions et déclarations pendant la période 1977-1979, le régime Janata était aussi un régime répressif. La LC avait particulièrement insisté sur les facteurs socio-économiques internes qui ont conduit le régime Janata-*Lok Dal* à prendre des mesures répressives. La LC a toujours souligné qu'il était erroné de confondre l'autoritarisme avec un individu, un groupe ou un parti. L'autoritarisme, le danger d'instauration d'un Etat fort, ne peut être combattu qu'avec des méthodes de mobilisations de masse et d'indépendance politique du prolétariat.

LA SITUATION APRES LES ELECTIONS : MENACES DE REPRESSION

Les élections de janvier 1980 n'ont signifié ni bouleversement social ni bouleversement politique fondamental. Le gouverne-

ment d'Indira Gandhi est un gouvernement bourgeois dont le but est de gérer l'appareil d'Etat capitaliste, de stabiliser et de renforcer l'économie capitaliste en Inde à un moment où celle-ci se trouve confrontée à des difficultés structurelles et doit faire face aux retombées de la crise internationale de l'économie capitaliste, à l'inflation et à la récession.

Indira Gandhi est revenue au pouvoir alors que les facteurs économiques et politiques qui l'ont amenée à proclamer l'état d'urgence en juillet 1975 ont aujourd'hui davantage d'importance.

L'économie indienne est de plus en plus touchée par la hausse des prix des matières premières et des biens de première nécessité. Le déficit budgétaire s'élève à plus de 30 milliards de roupies. Le taux de croissance industriel est négatif. La masse des investissements dans le secteur privé tend à se réduire. Les exportations ont diminué à la fois à cause de la concurrence et des tendances inflationnistes et récessionnistes de l'économie mondiale. L'inflation et donc la baisse du pouvoir d'achat des masses, la menace d'une nouvelle récession dépassent les économistes et les responsables politiques. Une solution aux déficiences d'infrastructure qui se manifestent par la pénurie d'énergie, de charbon, le manque de transport, etc., n'est même pas envisageable à court terme.

Dans ces circonstances, et face aux espoirs et à la combativité des électeurs qui se sont manifestés par leur condamnation du régime Janata après quelques mois d'exercice du pouvoir, il reste peu de marge de manœuvre pour un gouvernement qui prendrait des mesures draconiennes pour s'en prendre, de façon efficace, aux besoins élémentaires du peuple et à sa volonté d'obtenir une amélioration, même modeste, de ses conditions de vie. Il est donc inévitable que le mécontentement populaire augmente; et pour en stopper les manifestations, l'autoritarisme sera nécessaire. Car, dans le même

temps, les réactions et les déclarations de grands industriels et de leurs organisations indiquent clairement ce que la bourgeoisie attend d'Indira Gandhi.

La bourgeoisie tente d'obtenir la suspension totale des grèves. Elle tente de lier les primes aussi bien que les augmentations de salaires à l'accroissement de la productivité. Elle demande et multiplie les pressions pour obtenir une réorientation rapide de la politique des syndicats. Elle a même proposé et publié des projets dans ce sens. La plupart des dirigeants s'étaient prononcés pour son retour au pouvoir. Ils ont exprimé leur confiance en Indira Gandhi et l'ont assurée de leur soutien dans ses efforts pour remettre en marche l'économie capitaliste chancelante. Ils pensent qu'il y a des possibilités de redémarrage rapide de la croissance industrielle et d'une hausse notable des investissements.

Indira Gandhi est connue pour sa fermeté face aux luttes ouvrières. Dans la situation économique actuelle et pour maintenir le niveau de la production, il est très probable qu'elle prendra des mesures draconiennes et tentera de s'attaquer aux droits syndicaux des travailleurs. On

parle déjà, dans les milieux intéressés, d'interdire le ralentissement des cadences, les *gheraos* (prises des directeurs d'usine comme otages dans des entreprises occupées par les travailleurs), d'autoriser les licenciements et les suppressions d'emplois. En menant leurs activités syndicales habituelles et en défendant leurs droits démocratiques, il est probable que les travailleurs arriveront à une confrontation d'ampleur avec le régime.

Les marxistes révolutionnaires et l'avant-garde ouvrière doivent se préparer à de telles luttes. Il faut s'opposer à toute tentative de lier les primes et les augmentations de salaire à la productivité, refuser toute mesure qui tendrait à augmenter la production par l'accélération des cadences et la rationalisation. Il faut impulser des luttes contre la suspension ou l'interdiction des grèves. Il faut resserrer les rangs et constituer un front uni de toutes les organisations, groupes ou individus de la classe ouvrière pour lutter sur ces questions. Il faut s'opposer à toute tentative de blocage des salaires sous quelque forme que ce soit.



Manifestations après l'état d'urgence imposé par Indira Gandhi en 1976

La LC a lancé un appel à tous les partis de gauche pour qu'ils constituent un front uni de combat autour de ces questions pour résister aux attaques imminentes de la bourgeoisie contre le mouvement ouvrier indien et contre les libertés démocratiques.

A l'heure actuelle, le gouvernement central a déjà commencé à dissoudre des assemblées régionales élues et des gouvernements locaux qui ne sont pas aux mains du Parti du Congrès. Mais ce n'est pas tout. Les dirigeants de la Jeunesse du Parti du Congrès ont même menacé de renverser le gouvernement du Bengale occidental. Plus précisément, les rumeurs sur un renversement de ce gouvernement dirigé par le PC (M) constituent une grave menace pour l'avenir, car le PC (M) s'est non seulement assuré une majorité de sièges au parlement local lors des élections de janvier mais, de plus, il a considérablement augmenté son score au niveau national. Par conséquent, à l'heure actuelle, il est très probable que l'attaque contre les libertés démocratiques se traduise par la dissolution forcée des gouvernements locaux de ce type. Bien que la LC ne leur ait jamais accordé sa confiance ni son soutien, ce sont des gouvernements capitalistes, la LC s'oppose à de telles dissolutions, renversements ou évictions et en appelle aux partis de gauche, aux comités de défense des libertés civiles, aux organisations de masse et de classe pour impulser un mouvement de masse et une mobilisation massive contre ces attaques.

La LC dénonce et condamne le décret sur la détention préventive et toute tentative pour appliquer ces mesures draconiennes.

LA CRISE DES PC

La crise qui couvait au sein des deux PC, déjà avant les élections, a éclaté plus ouvertement au lendemain de celles-ci. Au PC (pro-Moscou), le président du Parti, Dange, bête noire numéro 1 du PC (M), et qui a défendu jusqu'au bout l'orienta-



tion pour le soutien à Indira Gandhi — avec l'approbation du Kremlin — a finalement été acculé à démissionner.

Est-ce le prélude à une réunification des deux PC, au prix d'une légère prise de distance du PCI à l'égard de Moscou, et d'un léger rapprochement du PC (M) avec la bureaucratie soviétique ?

C'est possible, car parallèlement, les éléments les plus «gauchistes» du PC (M), tels Ranadive, semblent en perte de vitesse et le Parti est de plus en plus dominé par la fraction autour de Dasgupta qui domine la section régionale du Bengale occidental, de loin la plus puissante au sein du PC (M). Beaucoup dépendra du fait de savoir si le régime d'Indira Gandhi attaquera réellement les gouvernements régionaux dominés par le PC (M) et des réactions (unitaires ou sectaires) du PCI à cette occasion.

Cependant, on ne peut pas exclure l'éventualité d'une nouvelle scission au sein du PCI, la

fraction «dure» autour de Dange refusant un cours vers la réunification et celle-ci ne concernant donc qu'un tronçon du PCI (1).

Par ailleurs, le PC (M) est, lui aussi, profondément déchiré. Non seulement le groupe Ranadive, mais aussi un groupe autour du secrétaire général Nambudiripad s'opposent à l'orientation ultra-opportuniste de la fraction Dasgupta, sans pour autant rompre fondamentalement avec la politique de collaboration de classe.

L'ensemble des ces facteurs ainsi qu'une crise croissante des formations centristes, créent, pour la première fois, depuis des années, un climat favorable à un regroupement de cadres autour du programme trotskyste, climat dont la LC s'efforce de tirer profit malgré ses moyens encore fort modestes. □

(1) Cette scission vient d'intervenir le 24 mars.